

LES DOCUMENTS DU C2SD

La communication des armées

Bibliographie commentée

Pascale Combelles Siegel

Centres d'études en sciences sociales de la Défense

1998

Les textes publiés par le Centre d'études en sciences sociales de la Défense ne
représentent pas l'opinion du Centre.
Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Centre d'études en sciences sociales de la Défense
24, rue de Presles
75015 PARIS
Tel: 01.53.69.69.88

**CENTRE D'ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
DE LA DEFENSE**

***LA COMMUNICATION DES ARMEES:
BIBLIOGRAPHIE COMMENTEE***

Pascale Combelles Siegel

Chercheur associé au CERSA

Juin 1998

La communication des armées est un phénomène complexe et important. C'est un phénomène important parce qu'en régime démocratique, l'armée (comme les autres institutions gouvernementales) a un devoir moral (si ce n'est légal) d'informer le peuple, détenteur légitime de la souveraineté nationale, de ses activités et programmes. En conséquence, la communication des armées a deux objectifs. D'une part, en vertu de la théorie démocratique, elle doit servir à fournir au peuple l'information dont il a besoin pour se faire une opinion éclairée sur l'armée (et voter en connaissance de cause). D'autre part, l'armée ne peut poursuivre ses activités et ses programmes que si elle dispose du soutien d'une majorité (ou une pluralité) de l'électorat. Dans la plupart des cas, ce soutien n'existe pas ex-nihilo et doit être généré par une volonté d'expliquer la politique poursuivie. Ces deux objectifs sont parfois, mais pas toujours complémentaires, et dans certains cas, l'armée doit faire face au dilemme suivant : doit-elle "tout dire" pour satisfaire le besoin d'information du peuple ? ou bien doit-elle limiter sa communication (et ne pas révéler certaines informations qui pourraient se révéler embarrassantes) pour ne pas perdre sa popularité.

La communication des armées est aussi un phénomène complexe dans la mesure où elle passe par un filtre extérieur : les médias. En effet, dans nos sociétés modernes, les institutions gouvernementales communiquent avec leurs audiences par le biais de la presse, devenue le principal moyen d'information de l'opinion publique¹. Mais en régime démocratique, où la liberté de la presse gouverne le fonctionnement des organes de presse, ceux-ci ne sont pas un intermédiaire neutre (ayant pour seul objectif de véhiculer un message entre le locuteur et le récepteur), mais un filtre déformant (dont l'action de retransmission du message en déforme le contenu). La déformation intervient à plusieurs niveaux. D'abord, tout événement ne constitue pas une nouvelle. Ce sont les critères de sélection définis par la déontologie

¹ Cela est d'autant plus vrai dans le cas de l'armée où la majorité des gens n'ont pas de rapport direct avec l'institution militaire et prennent connaissance de ses activités, programmes et opérations par l'intermédiaire des médias.

journalistique qui font d'un événement parmi tant d'autres une information. Ensuite, le travail du journaliste consiste à présenter et interpréter l'actualité au public. Enfin, si les responsables veulent transmettre leur message intact à travers les médias, ceux-ci s'efforcent de rapporter les faits tels qu'ils se présentent et non tels que les responsables voudraient les voir présentés. C'est sur ce rôle pivot des médias que se cristallisent les enjeux de la communication des armées.

Cette étude est une biographie commentée sur les interactions entre défense et communication. Son objet est de recenser, sélectionner, organiser, et analyser la littérature aujourd'hui disponible à un chercheur travaillant en France. Son objectif est d'une part, de faciliter la recherche de ceux qui souhaitent se familiariser avec ce thème de travail en proposant un état de la littérature et des sources disponibles, et d'autre part, de proposer de nouvelles pistes de recherche afin d'approfondir et d'élargir le champ de la connaissance.

Cette bibliographie commentée est organisée en trois parties. Elle débute par un état de la littérature. Il ne s'agit pas de proposer une énumération exhaustive de la littérature publiée à ce jour sur tous les aspects de la communication des armées.² Une telle entreprise serait excessivement longue et vaine si elle n'était pas accompagnée d'explications et d'une mise en perspective. Cette bibliographie repose donc sur une sélection d'ouvrages et d'articles. Elle identifie les thèmes de recherche, présente les arguments développés et les méthodes utilisées, et analyse la contribution des écrits commentés à la connaissance générale du domaine. Elle continue par une présentation des ressources documentaires disponibles à l'heure

² En particulier, cette bibliographie ne s'intéresse pas aux ouvrages généraux sur les médias et leur rôle dans les sociétés démocratiques au sens large. De bonnes bibliographies existent d'ailleurs sur ce sujet. Elles peuvent être consultées en complément ou en préalable à la lecture de cette étude. Voir par exemple, Jacques Barrat, "Du monde des médias aux médias dans le monde", *Le Trimestre du Monde*, 3e trimestre 1992, pp 103-183 ; C. Leteinturier, *Le guide des sources et ressources Communications et Médias*, Paris, Eyrolles, 2e édition, 1991.

actuelle à un chercheur travaillant en France. Ce recensement identifie les sources de documentation officielle (et donne quelques indications sur les moyens d'accéder à cette documentation), les organisations, revues, et auteurs/éditeurs qui s'intéressent à ce sujet. Elle s'achève par une conclusion sur l'état de la recherche et propose de nouvelles orientations.

Dès le début de cette recherche, il est apparu qu'une partie de la littérature disponible était d'origine anglo-saxonne. La question suivante s'est alors posée : faut-il intégrer la littérature anglo-saxonne dans cette présentation? L'objet de cette étude est avant tout de faciliter la recherche d'un chercheur travaillant en France. Elle fait donc d'abord l'état de la littérature française sur le sujet. Cependant, l'auteur considère qu'ignorer la littérature anglo-saxonne serait une erreur préjudiciable. D'abord, les anglo-saxons ont fait d'importantes recherches dans les domaines de la communication sociale et la propagande. Ensuite, les nombreuses controverses qui ont marqué les relations entre l'armée américaine et les médias depuis la guerre du Vietnam (controverse qui resurgit régulièrement quand l'armée américaine est envoyée en mission) ont suscité une réflexion importante sur le sujet. Enfin, la recherche universitaire a une vocation universaliste. L'internationalisation croissante et la multiplication des moyens de communication (notamment par le biais d'internet), facilitent l'accès à la littérature étrangère³.

³ L'auteur postule que les étudiants et chercheurs intéressés dans ce domaine ont une maîtrise moyenne de la langue anglaise qui leur permet de lire sans trop de difficulté ouvrages et articles.

L'ETAT DE LA LITTERATURE

Présenter l'état de la littérature sur le thème de la communication des armées est une tâche difficile parce que la complexité du sujet permet de l'aborder selon des perspectives multiples et différentes. L'approche retenue ici consiste à classer la littérature existante en fonction de la perspective choisie par les auteurs en précisant les contours et en discutant la portée. Les ouvrages et articles sont classés en sept catégories brièvement présentés ci-dessous. Ces sept catégories reflètent les thèmes qui ont été traités dans les trente dernières années. Les thèmes sont classés du plus général vers le plus particulier.

(1) les relations armées-médias. Cette approche se veut globalisante et systémique. Elle s'intéresse à la qualité de la relation (bonne, mauvaise, indifférente) en fonction du degré de controverse ou d'acrimonie qui existe entre les deux institutions. C'est une perspective qui a surgi dans les pays occidentaux dans la foulée des conflits de lutte pour l'indépendance nationale (Algérie, Irlande du Nord, Vietnam) au cours desquels on a assisté à une dégradation sensible des relations entre armées-nation, et armées-médias. Cette perspective a particulièrement dominé la réflexion aux Etats-Unis depuis la fin de la guerre du Vietnam (1973) jusqu'à la guerre du Golfe (1991) en raison de la controverse qui a longtemps opposé militaires et journalistes sur le rôle de la presse dans la défaite américaine au Vietnam⁴.

(2) la liberté d'informer contre le devoir de réserve. Ce thème, qui définit partiellement la relation armées-médias (et fournit un excellent indicateur de la qualité de cette relation), a beaucoup retenu l'attention des universitaires français

⁴ Dans la foulée de la guerre du Vietnam, de nombreux militaires ont accusé la presse d'avoir causé la défaite en minant le soutien de l'opinion publique par des reportages montrant la guerre dans toute sa violence et des commentaires critiquant la stratégie poursuivie.

depuis le milieu des années soixante-dix, lorsque des officiers ont pris publiquement position sur des sujets controversés (soldes des appelés, dissuasion nucléaire, modernisation des équipements). Ce sujet continue de générer un intérêt au sein du monde universitaire français qui y consacre régulièrement articles et conférences.

(3) la communication comme instrument de défense. Cette approche consiste à étudier comment l'armée peut communiquer son message à travers les médias. Il s'agit d'une approche pratique, où les auteurs étudient une campagne de communication particulière et tentent d'en évaluer les effets. Les relations avec les journalistes, si elles sont abordées, sont considérées de façon périphérique.

(4) le rôle du correspondant de guerre. La réflexion sur le rôle du correspondant de guerre est ancienne. Elle consiste principalement en récits épiques des fabuleuses aventures de ces étranges journalistes qui ont sillonné les champs de batailles européens et africains pour rapporter à leur public les 'récits de guerre'. Cette perspective, est, aujourd'hui, largement dépassé et n'intéresse plus le monde universitaire.

(5) l'effet CNN ou les médias et l'inhibition de la politique de sécurité. Si l'intérêt pour le correspondant de guerre a largement diminué, l'intérêt pour les effets de son travail n'ont en revanche cessé de croître. La suspicion généralisée chez les militaires (et diplomates) selon laquelle les médias (et en particulier la télévision) jouent un rôle déterminant dans la manière dont les grandes puissances répondent aux situations de crise, a généré récemment (depuis le début des années quatre-vingt dix) une interrogation sur le rôle exact joué par la presse dans ce processus de décision.

(6) les médias, l'opinion publique et la politique de sécurité. L'interrogation sur le rôle de la presse dans le processus de décision politique, a conduit les

chercheurs à examiner de plus près la trilogie médias-opinion publique-politique de sécurité afin de déterminer si les médias avaient une influence indirecte sur les choix et options politiques du gouvernement (en faisant pression sur l'opinion publique).

(7) La révolution de l'information et ses conséquences. Enfin l'avènement de la révolution de l'information a généré, surtout aux Etats-Unis, depuis environ 4 ou 5 ans, une réflexion sur les nouvelles opportunités et les nouvelles menaces créées par cette situation. Si l'on se trouve essentiellement dans un domaine prospectif (et rempli d'hypothèses par toujours justifiées), on doit prendre en compte cette littérature car elle inaugure une nouvelle ère.

A. LES RELATIONS ARMEES-DEFENSE

Dans cette catégorie, figurent les ouvrages s'intéressant aux interactions entre journalistes et militaires, ou à un aspect particulier de ces relations. Les études rédigées à ce jour sont, dans une large mesure, des études sociologiques (s'intéressant au fonctionnement de la relation entre journalistes et militaires) ou historiques (reposant principalement sur l'analyse des archives). L'intérêt du monde académique pour ce type d'étude coïncide avec un contexte international où les armées occidentales (en particulier française, britannique et américaine) sont confrontées à de longs conflits contestés par leurs opinions publiques respectives (Algérie, Irlande du Nord, Vietnam) et au cours desquels les relations entre journalistes et militaires se sont sensiblement dégradées.

De nombreuses études reflètent ce sentiment, décrivant la nature irrémédiablement antagoniste de la relation armée-médias. Le séminaire organisé par le Centre d'études Politiques et de la Défense à l'université de Paris 1 en 1975 (*Presse et Armées*, actes du colloque organisé par le Centre d'études politiques et de la défense, Paris 1, 1975) ainsi que la conférence organisée par le RUSI (Royal

United Services Institute, Royaume-Uni) le 13 octobre 1970, sur le thème *Defence and the mass media*, illustrent parfaitement ce point de vue. Les participants établissent que la relation entre journalistes et militaires est basée sur une opposition irréductible. Les différences culturelles (entre des militaires plutôt conservateurs et des journalistes plutôt libéraux), professionnelles (entre des militaires qui préfèrent opérer dans le secret et des journalistes qui vivent de la publicité) et éthiques (entre des militaires respectueux de la hiérarchie et de l'ordre et des journalistes entraînés à questionner l'autorité et à chercher ce qui se cache derrière les apparences) entre les membres des deux institutions sont trop profondes pour que leur relation ne revête pas l'aspect d'un duel : "eux [les journalistes] contre nous [les militaires]". William Kennedy dans son ouvrage *The Military and the Media: Why the press cannot be trusted to cover a war* (Westport, CT, Praeger, 1993), développe une thèse similaire. Ainsi, William Kennedy accuse les journalistes de ne pas remplir leur mandat constitutionnel (d'informer le public) par manque d'expérience et d'éducation. A défaut de reposer sur une démarche scientifique, l'ouvrage de William Kennedy offre un aperçu des sentiments que beaucoup de militaires dans les armées américaines arborent à l'encontre des journalistes. Ces points de vue sociologiques peuvent être utilement confrontés avec le récit de William Hammond sur les relations armée-médias pendant la guerre du Vietnam. Dans *The Military and the Media* (Washington, D.C., Center for Military History, deux volumes, 1988-1996), Hammond décrit et analyse comment les relations entre journalistes (d'un côté) et militaires et politiques (de l'autre) n'ont cessé de se dégrader au cours de la guerre du Vietnam. Il estime que l'acrimonie croissante qui s'est développée au cours de la guerre a cependant moins à voir avec les différences culturelles ou professionnelles qu'avec le fait que les médias ont progressivement critiqué la pertinence de la politique suivie et mis en doute les affirmations officielles selon lesquelles "les américains gagnaient la guerre".

Plusieurs auteurs se sont demandés comment et pourquoi les relations oscillaient vers plus ou moins d'antagonisme. Certains ont émis l'hypothèse selon laquelle le degré d'antagonisme entre militaires et journalistes peut être plus ou moins prononcé en fonction du contexte politique ou opérationnel. Dans *La grande muette, petit écran : présentation et représentation du militaire dans les magazines de reportages : 1962-1981* (Paris, FEDN, 1986), Bernard Paquetteau montre comment les documentaires télévisés ont évolué dans leur traitement de l'armée en fonction du contexte politique général. Dans sa thèse sur *Les militaires et l'organisation de leurs relations avec les médias en France: 1870-1987* (thèse de troisième cycle, science politique, Toulouse 1, 1992), Jean-Louis Maurin étudie la prise de conscience par les militaires du 'pouvoir des médias' et l'organisation de leurs relations avec eux depuis environ un siècle. Il en conclut que les relations sont organisées différemment en fonction du contexte : paix, guerre, ou crise ; et que le niveau de confrontation peut-être atténué selon le contexte et l'organisation des relations entre journalistes et militaires. L'étude de Florence Leclerc sur *Les relations entre militaires et journalistes dans l'Espagne démocratique* (mémoire de DEA, université de Toulouse 1, 1990), corrobore les conclusions de Maurin à travers l'étude des relations armées-médias dans l'Espagne post-Franquiste. Florence Leclerc conclut que la tentative du coup d'Etat de 1981 (contre le gouvernement dirigé par Felipe Gonzales) a eu un effet bénéfique sur les relations entre journalistes (plutôt pro-démocratiques) et militaires (plutôt pro-franquistes) jusque-là marquées par la confrontation et la suspicion mutuelle. Dans "Opérations militaires et relations armées-médias : un essai de typologie" (*Les Champs de Mars*, printemps-été 1997, pp 63-82) Pascale Combelles Siegel et Adam Siegel montrent que les relations entre armées et journalistes varient en fonction du type d'opération. Ils concluent que les relations sont d'autant plus transparentes que l'opération tend vers l'assistance et l'humanitaire. En cas de conflit armé, les relations sont marquées essentiellement par la coopération (volontaire ou non) entre journalistes et militaires. C'est dans le cadre des opérations de paix que les relations sont les plus difficiles, notamment du point

de vue des forces d'intervention qui peinent souvent à développer une campagne de relations publiques convaincante.

Si l'antagonisme naturel peut être modulé en fonction du contexte politique et de l'organisation des relations, plusieurs auteurs s'attachent à déterminer les conditions dans lesquelles les relations peuvent être améliorées de façon à satisfaire les besoins élémentaires des deux camps. En 1982, dans *The Military and the Media* (Gower publishing, Aldeshot, England, 1982), Alan Hooper, officier dans les Royal Marines (RU), reconnaît que les militaires affichent souvent une profonde méfiance à l'égard des journalistes. Mais il trouve la source de cette méfiance dans l'ignorance militaire du monde des médias. Selon Alan Hooper, journalistes et militaires partagent un certain nombre de caractéristiques communes qui devraient les rapprocher et réduire tensions et incompréhensions. Ces caractéristiques qui, selon lui, sont communes aux deux professions sont (entre autres) : le professionnalisme, l'esprit d'initiative, la responsabilité, l'efficacité, le dévouement, la délégation d'autorité, le travail de groupe, l'auto-discipline, la capacité à prendre des décisions dans l'urgence, la nécessité de planifier à l'avance, la flexibilité (p 67). Pour combler cette incompréhension et engager les deux parties dans des relations plus fructueuses, Alan Hooper propose d'éduquer les militaires sur le fonctionnement des médias et de donner une plus grande priorité aux spécialités de relations publiques dans l'armée.

Plusieurs auteurs américains adoptent une démarche similaire à celle d'Alan Hooper. Dans un ouvrage commandé par le "Twentieth Century Fund Task Force on the Military and the Media" après l'intervention de la Grenade, au cours de laquelle les forces américaines ont empêché les reporters de couvrir les opérations, Peter Braetrup veut démontrer que militaires et journalistes bien qu'appartenant à deux cultures dont les valeurs sont largement opposées, peuvent cohabiter dès lors "que les militaires fixent des règles du jeu claires et cohérentes, les appliquent de façon

impartiale et avec un peu d'intelligence" (p 141). Dans un article publié en 1992, "The News Media and the Military from Valley Forge to Desert Storm" (in *Encyclopedia of the American Military*, New York, NY, Charles Scribner's Sons, 1992), Hammond retrace l'histoire des relations armées-médias depuis la guerre d'indépendance jusqu'à la guerre du Golfe. Il en conclut que les relations entre journalistes et militaires peuvent être organisées de façon à protéger les besoins des uns et des autres et à permettre une information satisfaisante du public. Adoptant un point de vue voisin, Frank Aukofer et William P. Lawrence dans *America's Team: The Odd Couple: A Report on the Relationship Between the Media and the Military* (Nashville, TN, The Freedom Forum First Amendment Center at Vanderbilt University, 1995) proposent des mesures concrètes pour améliorer la relation armée-médias en trouvant une voie moyenne permettant de satisfaire trois besoins fondamentaux: garantie du secret militaire, besoin de publicité des médias, et impératif d'information du public. L'intérêt principal de l'ouvrage ne réside pas dans les mesures proposées (comme la constitution de 'groupes' de reporters accrédités et spécialisés dans la couverture des opérations militaires ou la formation des journalistes aux questions de défense) qui seraient très difficile à mettre en oeuvre. L'intérêt de cette étude réside dans la reproduction d'extraits d'entretiens que les auteurs ont eu avec 45 responsables ministériels, officiers et journalistes sur la question. Dans *Modern Military Operations and the Media* (Camberley, UK, Strategic Combat Studies Institute), Stephen Bradsey, formule une hypothèse similaire de façon plus provocante. Il affirme que militaires et journalistes sont indispensables l'un à l'autre et conclut que leurs relations doivent être vues comme des relations entre alliés : nécessaires mais difficiles.

Plus rares sont les auteurs qui mettent en avant l'idée que la relation est plutôt coopérative qu'antagoniste. A ce titre, deux ouvrages retiennent l'attention. Dans *The uncensored war: The media and Vietnam* (Berkeley, University of California Press, 1989) Daniel Hallin s'attaque à l'idée selon laquelle les médias ont

“perdu la guerre du Vietnam” par leurs reportages critiques des opérations et leur propension à montrer la guerre dans sa plus cruelle réalité (images de combat). A partir d’une recherche quantitative sur la couverture de plusieurs grands journaux (*New York Times* et *Washington Post*) et des chaînes de télévision (ABC, NBC, CBS), Daniel Hallin conclut que la presse a longtemps soutenu (jusqu’en 1968) la politique officielle. L’érosion du consensus sur la guerre, affirme Daniel Hallin, n’est pas dû aux enquêtes journalistiques, mais “à la clarté et la cohésion de la position gouvernementale, et au degré de consensus dans la société” (p 213). Or, à mesure que la victoire tardait, la cohésion de la position gouvernementale et le consensus de l’opinion publique se sont érodés. Dans un autre ouvrage sur le Vietnam, Clarence Wyatt (*Paper Soldiers: The American Press and the Vietnam War*, Chicago, the University of Chicago Press, 1993) affirme que la relation entre journalistes et militaires est une relation de “confrontation/dépendance”. Confrontation parce que les uns et les autres poursuivent des objectifs différents. Mais dépendance parce que les deux institutions ont besoin de l’autre pour accomplir leurs propres fins. Si la thèse est intéressante (elle a le mérite de faire preuve d’originalité dans l’état du débat actuel), il est dommage que l’auteur ne passe pas plus de temps à décrire son paradigme et en tirer les conséquences sur le plan pratique.

Les études présentées analysent le fonctionnement de la relation armée-médias d’un point de vue systémique. Dans cette perspective, les auteurs analysent les relations armées-médias comme si elles constituaient une ‘boîte noire’. Ils ne s’attachent pas à étudier les différentes interactions qui se nouent lorsque militaires et journalistes se rencontrent, mais envisagent ‘l’output’ de la relation (c’est-à-dire le résultat de l’ensemble des interactions). Ils cherchent à caractériser l’état de la relation (elle est marquée par la confrontation, ou l’opposition peut être modulée en fonction des situations ou des arrangements), recherchent les causes des tensions (dans des différences culturelles ou professionnelles) et, plus rarement, proposent des remèdes. Une perspective a été largement ignorée jusqu’à présent : savoir ce qui

se passe à l'intérieur de la boîte noire ; déterminer comment le travail des journalistes et des militaires influence le travail de l'autre.

B. LIBERTE D'INFORMER ET DEVOIR DE RESERVE

Au coeur de la communication des armées et de ses relations avec la presse, se pose la question fondamentale de la liberté d'informer sur les questions de défense. La question centrale est simple : Quelles informations de défense peut-on publier sans mettre en danger la sécurité de l'Etat ? Ici, il faut noter que les perspectives française et américaines sont tout à fait différentes. En France, la question qui domine les débats depuis les années soixante-dix porte (1) sur la liberté du journaliste de publier des informations de défense et (2) sur l'étendue du devoir de réserve des militaires. Des incidents répétés au cours desquels des officiers se sont exprimés publiquement (anonymement ou non) sur des sujets controversés a continuellement renouvelé l'intérêt des chercheurs et des observateurs pour ces questions. La situation, aux Etats-Unis, est différente. D'une part, en vertu de son statut "d'auxiliaire de la démocratie" et de de "censeur de l'activité gouvernementale", la presse jouit d'un statut légal très libéral qui garantit le droit d'accès à l'information du gouvernement fédéral et le droit de publier (y compris des informations classifiées). D'autre part, le déficit d'expression des militaires n'est pas un problème. En effet, l'armée américaine dispose de nombreuses publications dans lesquelles les hommes sont encouragés à s'exprimer. La question qui s'est posée, aux Etats-Unis, durant les années quatre-vingt concernait le droit d'accès des journalistes aux théâtres d'opérations. Cette section aborde successivement ces trois questions : (1) la liberté du journaliste d'informer sur les questions de défense, (2) le devoir de réserve et ses implications pour l'expression des militaires, et (3) le droit d'accès des journalistes aux opérations militaires.

I. *La liberté du journaliste d'informer sur les questions de défense.*

La question de la liberté de la presse de recueillir et publier des informations sur les questions de défense est au coeur du débat sur la relation armée-médias (et accessoirement forme le substrat de l'opposition entre journalistes et militaires). Dans "Information et Défense" (*Défense Nationale*, janvier 1983, pp 44-51), Jacqueline Grapin défend le droit de la presse d'enquêter et de publier sur les questions de défense au nom du rôle démocratique de la presse. Conformément à une vue répandue chez les professionnels des médias, elle suggère que les militaires fassent confiance aux journalistes pour sélectionner ce qui peut ou ne peut pas être publié. Quelques années plus tard, dans "Journaliste de Défense" (*Cols Bleus*, n° 1886, avril 1986, pp 4-7), Jacques Isnard estime que les journalistes ont un rôle primordial à jouer dans l'information du public et qu'il est de leur devoir de chercher l'information même quand, et surtout quand, les autorités tentent de la masquer. Lors d'une table ronde sur *Les armées face aux médias*, Alain Claisse, professeur à l'université de Paris I veut fournir une vision moins partisane de la question. Claisse réunit journalistes, officiers et universitaires spécialistes de la communication pour discuter de la responsabilité des journalistes face à l'information de défense. Chaque intervenant doit se prononcer sur les deux questions suivantes: le journaliste a-t-il le droit de tout dire, en toute circonstance? Ce devoir ne met pas en danger les 'véritables' secrets de l'armée ? Le débat organisé par A. Claisse reste assez théorique (les questions posées sont trop générales pour générer un débat approfondi)⁵ et partisan (chaque protagoniste défend un point de vue attendu). Malgré tout, les intervenants proposent des éléments de réflexion qui peuvent être approfondis et donner suite à de futures recherches. Dans un récent dossier sur *Le*

⁵ Par exemple, personne ne défend la position selon laquelle les journalistes devraient tout dire en toute circonstance. Une question plus appropriée serait de s'interroger sur les conditions dans lesquelles les journalistes acceptent de ne pas diffuser des informations dont ils ont connaissance.

Secret et l'Etat (Les cahiers de la fondation, n° 12, 1998), la FED se penche sur la notion et la protection de la défense nationale. Une présentation intéressante et bien documentée de la question abordée sous différents angles et de points de vue différents.

Cette question a pour le moment été étudiée du point de vue partisan (notamment par des journalistes demandant un accès plus large aux opérations et/ou à l'information de défense) ou juridique (analysant le statut légal de la liberté de la presse). En revanche, les aspects sociologiques et organisationnels du débat sont pour le moment souvent mentionnés, mais relativement peu étudiés. Plus particulièrement, trois questions devraient retenir l'attention des futurs chercheurs : (1) l'influence de la classification des informations militaires sur le flux de l'information, (2) et plus généralement, les obstacles bureaucratiques à l'investigation des journalistes (tendance à ne pas divulguer des informations embarrassantes, tendance à serrer les rangs devant une enquête journalistique), et (3) les réactions de l'institution militaire devant la diffusion d'informations confidentielles dans la presse.

2. *La liberté de communiquer sur les questions de défense.*

L'autre versant de la question consiste à étudier la liberté de communiquer des militaires. C'est un sujet particulièrement sensible en France où l'étendue de la liberté de communication des militaires est régulièrement source de controverses.⁶

En juillet 1995, le Collège Interarmées de Défense (CID) a organisé un colloque sur le thème : *L'officier face à l'expression* (Paris, C2SD, juillet 1996). Le

⁶ On pourra notamment se référer aux affaires Sanguinetti (1975), Bachelet (décembre 1995), le malaise des gendarmes (été 1989), le remplacement des Crusaders (1990).

colloque se proposait de faire un bilan de la question en confrontant les points de vue de journalistes, officiers et hommes politiques. L'intérêt de ce volume réside dans la confrontation de trois points de vues divergents: celui de l'officier, celui de l'homme de presse, et celui de l'homme politique (une catégorisation qui apparaît en grande partie justifiée). Les militaires défendent la notion de devoir de réserve qui garantit le droit d'expression tout en permettant de sanctionner les abus. Les journalistes qui s'en prennent à l'attitude de l'institution militaire vis-à-vis de la liberté d'expression, et les hommes politiques qui s'intéressent à la capacité de l'armée de s'exprimer librement dans un monde dominé par la communication et en appellent à une plus grande liberté de parole. Si certaines présentations souffrent d'un manque de préparation, le volume offre plusieurs hypothèses de travail qui peuvent être approfondies dans des recherches futures.

Dans "L'expression des militaires" (*Défense Nationale*, novembre 1993, pp 27-43), le contrôleur général Hoffmann dresse un constat sévère de l'expression des officiers d'active limitée par "le corset juridique qui étouffe l'exercice du droit d'expression" (p40) et le conformisme régnant au sein de l'institution militaire. Au nom du débat démocratique, il appelle la hiérarchie militaire à encourager la liberté d'expression au sein de l'institution. Le contrôleur Hoffmann a poursuivi cette réflexion dans "L'expression des militaires : Un pari sur la confiance" (*Revue de la Gendarmerie*, 2ème trimestre 1996, n°181, pp.65-66). Dans cet article, il reprend son argumentation sur les effets inhibiteurs de la législation qui pousse les officiers au conformisme et au silence. Le contrôleur général Hoffmann voit dans cette tendance une menace, notamment dans la perspective de la professionnalisation des armées : "Cette aliénation des esprits ne porte-t-elle pas aussi en germes les risques d'isolement et de rumination contestataire du militaire de carrière dans l'hypothèse de la création d'une armée professionnelle ?" Ce thème devrait être approfondi.

Certains militaires de carrière partagent les critiques du contrôleur général Hoffmann. Dans "Droit ou devoir d'expression?" (*Tribune*, n°6, février 1996, pp 97-

101). le Lieutenant-Colonel Dupuis constate les difficultés de l'armée française à communiquer avec la Nation et ses représentants. Ce déficit, explique-t-il, fait que l'armée ne participe pas suffisamment au débat public sur la défense s'interdisant "par la même occasion de participer aux discussions sur sa propre existence" (p 98) et limite la pensée stratégique. L'intérêt principal de cet article réside moins dans le constat (fait par de nombreux autres auteurs) du déficit d'expression, que dans une série de propositions destinées à renforcer la liberté d'expression et son bon usage. Ces propositions incluent : relance d'une expression fructueuse par le haut commandement, enseignement des techniques de communication écrites et orales dans les écoles militaires, établissement d'un code de déontologie sur l'expression et ses limites, réforme de certains statuts juridiques qui corsetent l'expression. Dans "Réflexion stratégique et liberté d'expression" (*Défense Nationale*, juillet 1995, pp 47-55), le général Eric de la Maisonneuve partage le diagnostic du lieutenant-colonel Dupuis. Le général de la Maisonneuve déplore l'absence de réflexion stratégique chez les militaires à un moment où les bouleversements internationaux nécessitent une fertile réflexion sur les problèmes géostratégiques. Il explique ce mutisme par la longue habitude de méfiance à l'égard de la pensée militaire et appelle de ses vœux un 'devoir d'expression' qui procéderait, selon lui, d'une révolution des mentalités⁷.

3. *Le droit d'accès des reporters aux théâtres d'opérations.*

Aux Etats-Unis, ni la question de la liberté des officiers de s'exprimer dans la presse, ni celle de la liberté des journalistes d'enquêter sur les affaires de défense ne posent problème. En revanche, une autre question a dominé le débat public dans les années quatre-vingt : le droit d'accès des journalistes aux opérations militaires.

⁷ Il reste à savoir si les réformes en cours dans l'institution militaire sont à même de pallier ce déficit d'expression. Par exemple, le Collège Interarmées de Défense (CID) a entamé la publication régulière (quatre fois par an) d'essais rédigés par les jeunes officiers suivant l'enseignement.

L'intérêt pour ce sujet outre-Atlantique tient avant tout à la controverse générée lors de l'invasion de la Grenade par l'exclusion des journalistes ; controverse qui n'a cessé de rebondir jusqu'à la guerre du Golfe. On trouvera un compte-rendu détaillé et bien documenté des restrictions imposées par le Pentagone (depuis l'invasion de la Grenade jusqu'à l'intervention à Haïti) dans Pascale Combelles Siegel, *The Troubled Path to the Pentagon's Rules on Media Access to the Battlefield* (Carlisle Barracks, PA, U.S. Army Strategic Studies Institute, 1996). L'auteur montre comment le Pentagone a échoué dans ses tentatives unilatérales de régulation des conditions d'accès avant de s'engager dans un processus de négociation bilatérale avec les représentants des médias après la guerre du Golfe ; processus qui a abouti à la signature d'une charte de conduite. L'examen des quelques opérations qui se sont déroulées après l'adoption de cette charte tend à montrer que le compromis satisfait militaires et journalistes. Dans un mémoire de maîtrise, intitulé *Analysis of the Pentagon's Press Pool Tests*, (MA thesis, University of Kansas, 1987), William Ackerly (officier de relations publiques, en formation professionnelle à l'université du Kansas), étudie les raisons de l'échec répété des 'pools' organisés par le département de la défense pour contrôler l'accès des théâtres d'opération pendant les années quatre-vingt à travers plusieurs exercices d'entraînement qui se sont déroulés entre 1985 et 1987. En complément, le mémoire de fin d'études du lieutenant-commander Gregory Hartung, *Now is Time to Plan for Media Pools* (Individual Study Project, Naval War College, Newport, RI, 1989), propose plusieurs améliorations au système du pool afin de mieux satisfaire les besoins de la presse. Ces trois ouvrages fournissent une bonne vue d'ensemble de la question de l'accès aux théâtres d'opérations. Ils contiennent en particulier des références à de nombreux documents internes du département de la défense maintenant tombés dans le domaine public. L'intérêt de ces mémoires réside dans la proximité et la familiarité des auteurs avec le sujet qu'ils étudient. Aussi leurs récits sont précis, bien documentés et argumentés. Un intérêt accessoire réside dans leurs

bibliographies qui contiennent les références exactes de nombreux documents officiels (facilitant ainsi la recherche et l'acquisition des documents en question).

Parallèlement, de nombreux juristes américains ont étudié la question sous l'angle légal. L'intérêt pour les aspects juridiques de la question est typiquement américain et reflète l'importance du système légal dans le fonctionnement de la démocratie américaine. En effet, les cours de justice ont le droit d'imposer ou non à l'armée d'organiser l'accès des journalistes aux opérations. L'intérêt pour les aspects légaux a aussi été généré par deux procès intentés par différents organes de presse contre les restrictions imposées par le département de la défense au cours de l'intervention à la Grenade (1983) et de la guerre du Golfe (1991). Dans les deux cas, cependant, la justice ne s'est pas prononcée, classant sans suite les deux cas (parce que les opérations étaient terminées au moment du procès). La question examinée est la suivante : le département de la défense a-t-il le droit de limiter l'accès des journalistes aux théâtres d'opérations ou bien viole-t-il les prérogatives de la presse en vertu du premier amendement de la constitution ? Si ces articles ne sont pas toujours faciles à lire (en particulier pour les non-juristes), ils sont méticuleusement argumentés et bien documentés. Un échantillon représentatif des arguments développés apparaît dans les articles suivants : Paul G. Cassell, "Operations: The Right of Access, Grenada, and Off-the-Record Wars" (*Georgetown Law Journal*, vol 73, 1985, pp 931-973) ; Howard Homonoff, "The First Amendment and National Security: The Constitutionality of Press Censorship and Access Denial in Military Operations" (*Journal of International Law and Politics*, vol 17, Winter 1985, pp 369-405) ; David A. Frenznick, "The First Amendment on the Battlefield: A Constitutional Analysis of Press Access to Military Operations in Grenada, Panama, and the Persian Gulf" (*Pacific Law Journal*, vol 23, 1991, pp 315-359) ; Thomas G. Hanever, "Assault on Grenada and the Freedom of the Press" (*Case Western Law Review*, vol 36, 1986, pp 483-517) ; Matthew J. Jacobs, "Assessing the Constitutionality of Press Restrictions in the Persian Gulf

War” (*Stanford Law Review*, vol 46, February 1992, pp 675-726) ; Col. James P. Terry, USMC (ret), “Press Access to Combatant Operations in the Post-Peacekeeping Era” (*Military Law Review*, vol 154, October 1997, pp1-26).

Une telle perspective n’a pas encore fait son chemin en France où l’armée jouit de pouvoirs discrétionnaires dans l’organisation de ses relations avec les journalistes. Si depuis la guerre du Golfe, l’association des journalistes de défense (AJD) a tenté de faire pression sur le SIRPA pour obtenir un accès plus large aux opérations militaires, cette pression n’a pas été exercée par l’intermédiaire du système judiciaire. Cela dit, la pression des journalistes s’exerce de plus en plus ouvertement, à travers les colonnes des journaux notamment comme ce fut le cas pendant la guerre du Golfe et après l’intervention française aux Comores en 1995.

C. LA COMMUNICATION COMME INSTRUMENT DE DEFENSE

Au-delà de l’étude des relations armées-médias ou de ses aspects particuliers, de nombreux auteurs s’intéressent à l’un ou l’autre des acteurs : la fonction communication des armées ou les journalistes qui couvrent les opérations. Cette troisième section s’intéresse aux travaux sur la communication militaire. Les Etats ont appris très tôt à se servir des moyens de communication de masse pour étendre leur influence sur la scène internationale et atteindre leurs objectifs de sécurité nationale. A ce titre, les moyens de communication de masse font partie des instruments au service des objectifs politiques des états qui les utilisent. Cette section aborde trois sujets qui ont soulevé l’intérêt de la communauté scientifique : la propagande, la communication des armées et l’action psychologique.

1. La propagande

Les deux guerres mondiales ont suscité de nombreuses études sur les moyens de persuasion mis en oeuvre par les belligérants pour mobiliser les opinions nationales et neutres. L'utilisation de la presse, de la radio et du cinéma comme armes de guerre ont fourni une matière d'étude quasiment inépuisable, et aujourd'hui encore exploitée. En 1922, dans *Public Opinion* (New York, NY, The Free Press), Walter Lippman analyse la campagne de persuasion menée par l'administration Wilson pour convaincre les américains de l'engagement dans la première guerre mondiale. Dans *Propaganda Technique in the World War* (New York, NY, Alfred Knopf, 1927), Harold Lasswell déduit du succès rencontré par la campagne de propagande américaine la première grande théorie de la communication de masse, dite de la seringue hypodermique⁸. A. Winkler, *Politics of Propoganda: The Office of War Information, 1942-1945* (New Haven, CT, Yale University Press) décrit et analyse la machine de propagande instituée par l'administration Roosevelt pour soutenir l'effort de guerre. Basée sur une bonne exploitation des archives, l'étude s'attache à étudier à la fois les intentions du gouvernement et les résultats de ses efforts. Cet ouvrage peut être comparé avec l'ouvrage de George Roeder Jr, *The Censored War: American Visual Experience During World War Two* (New Haven, CT, Yale University Press, 1993). Roeder montre comment les censeurs militaires ont utilisé les images de guerre pour contrôler les perceptions de l'opinion publique sur la guerre. Roeder conclut que ce contrôle a créé une psychologie nationale polarisée autour des notions de bien et de mal. Sian Nicholas, *The Echo of War: Home Front Propaganda and the Wartime BBC: 1939-1942* (Manchester, Manchester University Press, 1996) raconte comment la BBC, d'abord prise au dépourvu par la guerre a su faire face aux besoins et devenir l'un des piliers de l'effort de guerre britannique. Les efforts français de propagande par la radio sont

⁸ Selon cette théorie, le récepteur d'une communication répond automatiquement au "stimuli" qui lui est envoyé. Cette thèse a été discréditée par des recherches ultérieures.

bien présentés et bien analysés dans l'ouvrage d'Hélène Eck (dir), *La guerre des ondes: Histoire des radios de langue française pendant la seconde guerre mondiale* (Paris, Armand Colin, 1985).

Parmi tous les auteurs qui se sont penchés sur cette question, on ne doit pas manquer de lire le britannique Philippe M. Taylor. Historien à l'université de Leeds, il a passé une grande partie de sa carrière à étudier les phénomènes de propagande à travers les âges. En conséquence, il est un des rares à maîtriser les aspects historiques (notamment pour le monde anglo-saxon) et à mener en parallèle une réflexion philosophique sur le concept et ses ramifications notamment pour les régimes démocratiques. Philip Taylor envisage la propagande comme l'ensemble des processus mis en oeuvre par un gouvernement dans le but de persuader une audience de la validité d'une action. Il définit la propagande comme une action de persuasion et non comme une action de subversion de l'esprit. A ce titre, il envisage la propagande du point de vue des mécanismes en s'abstenant de porter un jugement de valeur moral sur son utilisation. On pourra se référer notamment aux ouvrages suivants. Dans *Munitions of the mind: War propaganda from the ancient world to the nuclear age* (Wellingborough, Patrick Stephens, 1990), Taylor retrace le développement de la propagande lié à l'avènement conjugué de la démocratie et de la communication de masse. Dans *War and the Media: propaganda and persuasion in the Gulf War* (Manchester, Manchester University Press, 1992), il analyse les campagnes de propagande alliée et irakienne pendant la guerre du Golfe. Il conclut que les alliés ont parfaitement su maîtriser le flot de l'information et ont réussi à faire passer leur message dans les médias occidentaux.

La propagande étant rapidement devenu un terme péjoratif dans le vocabulaire démocratique, une partie de la littérature considère la propagande des Etats démocratiques dans leurs conflits armés comme une subversion de la volonté nationale. Cette thèse apparaît dans une littérature qui s'intéresse aux événements

postérieurs à la seconde guerre mondiale et prend souvent un ton très moralisateur. Cette approche repose sur l'idée que la propagande est un mensonge émis dans le but de tromper le citoyen pour obtenir son soutien. Pour être efficace, le mensonge doit être mis en scène (à travers des formes diverses de communication). Cette idée est basée sur l'idée que l'information neutre n'existe pas et que toute information est nécessairement mensonge⁹. La guerre du Golfe a généré une production importante (en particulier aux Etats-Unis) qui s'inspire de ce courant de pensée. Jacqueline Sharkey, *Under Fire: U.S. Military Restrictions on the Media from Grenada to the Persian Gulf War* (Washington, D.C., The center for public integrity, 1991) affirme que les restrictions mises en place par les militaires américains depuis 1983 anéantissent le débat démocratique sur les opérations. Bien documenté et appuyé sur de nombreuses interviews avec les protagonistes, l'ouvrage semble parfois tomber dans l'exercice rhétorique (Sharkey tire notamment des 'conclusions' sur la désinformation et la manipulation par les autorités militaires sans démonstration convaincante). L'ouvrage est présenté de façon simple et didactique et contient des références et annexes intéressantes (une bonne introduction. John MacArthur, *Second Front: Censorship and Propaganda in the Gulf War* (New York, NY, Hill and Wang, 1992), affirme que l'administration Bush, le gouvernement koweïtien en exil et les militaires ont délibérément menti à l'opinion publique pour obtenir son soutien dans la guerre, empêchant celle-ci de se faire une opinion en tout état de cause. Dans *The Persian Gulf TV War* (Boulder, Co, Westview Press, 1992) Douglas Kellner dénonce les médias américains pour s'être comportés comme des "meneurs et des supporters enthousiastes de l'administration Bush"¹⁰. Il estime que les médias se sont fait l'écho, sans questions ni critiques, de la campagne de propagande, de désinformation, et de mensonges purs et simples montée par le gouvernement et le Pentagone. Il constate que pendant la crise du Golfe (en

⁹ Le père de cette pensée est Jacques Ellul, *Propagande*, Paris, Economica, 1990.

¹⁰ "During the Gulf War, the mainstream media were cheerleaders and boosters for the Bush administration", Douglas Kellner, *The Persian Gulf TV War*, Boulder, Westview Press, 1992, p 1.

particulier d'août à octobre 1990) "la télévision, en particulier, a montré favorablement toutes les initiatives politiques américaines, a présenté une intervention militaire américaine sous un jour très favorable, et a privilégié les voies demandant une solution militaire au conflit"¹¹. Quant à la guerre elle-même, Kellner considère que les médias ont donné la vision que le gouvernement et les militaires souhaitaient.

En France, la guerre du Golfe a suscité un autre courant de pensée qui consistait moins à condamner les "machines à persuader des gouvernements occidentaux" qu'à souligner les imperfections de la couverture médiatique. Dans *War Game : L'information et la guerre* (Paris, Flammarion, 1991), Dominique Wolton souligne comment les médias se sont faits les auxiliaires de la propagande occidentale en sacrifiant l'analyse au mythe du direct. Dans *Information-Manipulation* (Paris, Editions du Félin, 1991), Alain Woodrow s'attaque à la "dérive médiatique" caractérisée par la victoire du spectacle et du cynisme sur l'analyse et le recul¹². Dans *L'information en uniforme* (Paris, Ramsay, 1991), Marc Ferro analyse les mécanismes de la couverture médiatique (uniformisation des sources, rareté de l'analyse, effets et contre-effets des images censurées). Il en conclut, à l'instar d'Alain Woodrow, que "jamais autant de moyens n'ont été rassemblés pour obtenir aussi peu de résultats". Enfin, dans *La presse en état de guerre* (Montpellier, éditions Reporters Sans Frontières, 1991), Reporters sans Frontières recherche les causes de ce qu'elle décrit comme "une grande manipulation des médias et des opinions" dans les dysfonctionnements de la télévision moderne. A des degrés divers, ces quatre auteurs affirment que la dérive médiatique de la guerre du Golfe risque de provoquer un profond divorce entre les médias et le public et soulignent

¹¹ "TV coverage, in particular, favorably portrayed all U.S. policy actions, presented the U.S. military intervention in an extremely positive light, and privileged those voices seeking a military solution to the conflict", Douglas Kellner, *The Persian Gulf TV War*, op. cit., p 57.

¹² Alain Woodrow a renouvelé ses critiques dans un ouvrage plus récent intitulé *Les médias : quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, Paris, éditions du Félin, 1996.

l'importance de redéfinir la relation entre les journalistes et leurs audiences¹³. Le conflit en ex-Yougoslavie a donné l'occasion à Jacques Merlino, grand reporter à France 2, de réactualiser ces critiques. Dans *Toutes les vérités yougoslaves ne sont pas bonnes à dire* (Paris, Albin Michel, 1993), il affirme que les médias occidentaux ont été "manipulés" par des agences de relations publiques et les autorités bosniaques (musulmanes) et croates pour diaboliser les serbes. Un réquisitoire sévère, bien documenté par un journaliste qui a longtemps couvert le conflit en ex-Yougoslavie.

2. *La communication des armées françaises :*

Peu d'ouvrages sont consacrés à la politique de communication des armées françaises, et notamment aux activités et fonctionnement du SIRPA. Philippe Ratte, *Armée et communication, une histoire du SIRPA* (Paris, ADDIM, 1989) propose une histoire quasi-officielle du SIRPA. Son ouvrage, même s'il commence à dater, contient d'intéressants développements sur la genèse et les activités du service. A bien des égards, cet ouvrage peut être considéré comme une source primaire. On trouve régulièrement des articles dans les magazines spécialisés, en particulier dans *Armées d'Aujourd'hui*, des articles sur la politique de communication des armées. En particulier, ADA a sorti deux dossiers spéciaux sur 'la communication et la crise'. "Crise et communication" (*Armées d'Aujourd'hui*, n° 113, septembre 1986), présente plusieurs articles sur la gestion des crises sous l'oeil (critique) des médias. Les deux articles les plus intéressants concernent la gestion médiatique des essais nucléaires dans le pacifique. "La communication en temps de crise" (*Armées d'Aujourd'hui*, n° 216, décembre-janvier 1997) propose une série d'articles sur les enjeux et le fonctionnement de la communication du SIRPA en temps de crise. S'il reflète les vues officielles, ce dossier est plus complet et plus instructif que le

¹³ Sur le divorce entre les médias et leurs audiences, voir Béatrice Fleury-Vilatte, *Les médias et la guerre du Golfe*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992.

précédent. Il contient deux cas d'études intéressants sur l'ex-Yougoslavie et les essais nucléaires de 1996, ainsi que (fait nouveau) des articles rédigés par des journalistes. On lira avec profit l'entretien avec Pierre Servent, conseiller pour la communication et les relations avec le Parlement auprès de Charles Millon. Enfin, ADA propose aussi régulièrement des articles sur certains aspects de la communication du SIRPA. A quelques exceptions près, la plupart de ces articles n'ont qu'un intérêt anecdotique¹⁴. La lecture de ces dossiers peut être utilement complétée par celle d'essais parus dans la *Tribune du CID* (Collège Interarmées de Défense). Parmi les dossiers récents, on peut lire l'article du CF Antoine de Roquefeuille, "Communiquer, plus qu'une mode, une nécessité" (*Tribune du CID* n° 10, avril 1997, pp. 227-229) dans lequel il présente les avantages que les armées peuvent retirer d'une bonne communication. Pour une présentation très intéressante du rôle de l'officier de presse, on peut lire l'article du lieutenant-colonel Pierre Chavancy, "L'officier communication en opération" (*Tribune du CID* n° 9, janvier 1997).

De nombreux articles et mémoires s'intéressent à la question de la gestion de la communication en temps de crise. Jean-Luc Pagueiez, *Problèmes d'information et de relations publiques en temps de crise* (mémoire de premier cycle de l'EMS, juin 1984) constate que la communication est une fonction sous-développée dans l'armée française et qu'elle doit être revalorisée si les armées veulent faire face à la 'manoeuvre informationnelle'. L'intérêt de ce mémoire est que le constat fait en 1984 est marqué d'une certaine intemporalité. Fabrice Frémy, *La formation des cadres des armées à la communication avec les médias* (thèse de troisième cycle, MS HEC communication, 1991) conclut que le SIRPA avait mal préparé ses

¹⁴ Une exception est l'article de Jacques Barrat, "Une libéralisation nécessaire" (*Armées d'Aujourd'hui*, n° 203, septembre 1995) dans lequel il prêche pour une plus grande libéralisation de la communication des armées, notamment au niveau interne. Il propose notamment une plus grande accessibilité de l'information et une diversification des sources.

hommes aux enjeux de la communication dans le Golfe. Il propose une revalorisation de la fonction communication (notamment dans la carrière des officiers). Le mémoire est intéressant et bien documenté. On ressent de temps en temps une gêne devant quelques jugements péremptaires qui sont moins fondés sur l'analyse que sur des préjugés. Ce constat est contesté par le Chef de Bataillon François Chauvancy, *L'Etat, les médias et l'opinion publique en période de crise internationale* (mémoire de fin d'études, EHESIC, 1992). Chauvancy estime, à travers l'étude de la guerre du Golfe, que les médias sont devenus un canal efficace au service de la communication gouvernementale.

L'étude de cas la plus intéressante, la mieux documentée et argumentée que nous avons trouvée étudie la reprise des essais nucléaires de 1995 : Geneviève Sénéchal, *Reprise des essais nucléaires français en 1995: Une communication de crise à l'échelle planétaire ?* (mémoire de fin d'études, DESS en techniques de l'information et de la communication, mention communication d'entreprise, CELSA, 1996). Officier de presse à Papeete pendant la crise, Geneviève Sénéchal est un témoin de premier ordre. Elle explique, documente et évalue la politique suivie par le SIRPA. Elle conclut que la politique de communication fut un succès sur le plan national, mais un échec au plan local car elle ne répondait pas aux besoins de la population locale.

Fanny Chasseret, *La politique de communication du ministère de la défense nationale* (mémoire, DEA de sciences administratives, Panthéon-Assas, Paris II, 1996) s'intéresse à la campagne de revalorisation de l'image de marque de l'armée de terre destinée à améliorer le recrutement (1995). Chasseret conclut que la campagne a bien fonctionné sur le public extérieur (opinion publique), mais n'a pas vraiment contribué à renforcer la légitimité de l'institution au sein des armées. Selon Fanny Chasseret, le respect de la hiérarchie explique cet échec, parce qu'il fige la communication. Elle plaide donc pour une communication plus ouverte et plus dynamique.

Dans *La refonte du statut des correspondants de guerre* (Rapport de stage, DESS de défense, Université de Paris II, Panthéon-Assas, 1993), Nathalie Mérijeau s'intéresse à un aspect ponctuel de la communication des armées : le cadre juridique des journalistes accrédités auprès des opérations militaires. Cette étude a été entreprise dans la foulée de la guerre du Golfe qui avait révélé l'inadaptation du statut de 1944 encore en vigueur. Le travail de Nathalie Mérijeau dresse l'état de la réglementation et étudie les moyens de la moderniser. Le mémoire, essentiellement juridique, porte sur les avantages et inconvénients de recourir à la loi ou au décret pour réglementer le nouveau statut. Les non-juristes apprécieront les volumineuses annexes qui présentent l'ensemble des textes officiels sur le sujet¹⁵.

B. Bodin et O. Nguyen, *Singularité de l'institution communicante des armées* (maîtrise de science politique, Lyon III, 1990) s'intéressent à la spécificité de la communication des armées et présentent une approche singulière. En raison de la nature démocratique du régime politique, Bodin et Nguyen estiment que le SIRPA a le devoir de communiquer objectivement sur la défense pour renforcer efficacement sa légitimité. L'intérêt de ce mémoire est qu'il présente la communication du SIRPA, non pas sous l'aspect de la communication institutionnelle, mais sous celui du devoir démocratique ; une approche qui domine la littérature américaine mais qui n'a pas encore trouvé en France la place qu'elle mérite, au nom de l'efficacité. On trouvera un écho des préoccupations de ces deux auteurs chez Antoine Sanguinetti, *Le devoir de parler*, Paris, Fernand Nathan, 1981.

¹⁵ Il faut noter que le ministère n'a finalement pas modifié le statut de 1944. A chaque nouvelle opération, le SIRPA promulgue une charte qui régit les relations entre les journalistes et les militaires. On peut obtenir des renseignements sur ces chartes auprès du COPID au SIRPA.

3. *La guerre psychologique :*

L'action psychologique est née pendant la seconde guerre mondiale, lorsque les armées occidentales (en particulier britannique et américaine) forment des unités spécialisées pour la conduite d'opérations destinées à influencer les populations locales en faveur de la cause alliée. Avec le développement des guerres dites révolutionnaires (luttres de libération nationale et guérillas marxistes), les armées française, américaine et britannique ont renforcé leur capacité d'action psychologique dans l'espoir de gagner "les coeurs et l'esprit" des populations indigènes. Mais cette arme nouvelle a connu, dans les années soixantes, un destin chaotique. Aux Etats-Unis, elle est tombée en désuétude dans les années soixante-dix après la défaite du Vietnam. En France, le soutien des unités d'action psychologique au putsch des généraux (1961) a conduit à leur démantèlement : de même qu'en Grande-Bretagne, où la manipulation des médias à des fins de guerre psychologique contre l'IRA (Irlande du Nord) a conduit cette arme dans un état de disgrâce. Cependant, le succès de la campagne américaine pendant la guerre du Golfe et les récentes interrogations sur la pertinence de la "manoeuvre médiatique" ont ravivé l'intérêt pour la question. Aux Etats-Unis, l'administration Reagan dans les années quatre-vingt a revalorisé les forces spéciales et l'action psychologique. Au Royaume-Uni, la guerre du Golfe a ravivé l'intérêt du ministère de la défense pour ce type d'opérations. En France, c'est l'opération de l'OTAN en Bosnie qui a poussé le ministère à charger le COS (Commandement des Opérations Spéciales) de mener une expérience en la matière. Désormais, l'action psychologique apparaît comme l'arme idéale du futur, efficace, peu coûteuse financièrement (relativement aux autres systèmes d'arme) et humainement, et de surcroît parfaitement appropriée aux opérations de paix dans lesquelles le recours à la force est juridiquement limité et parfois même contre-productif.

En France, de nombreux ouvrages sur l'action psychologique sont sortis dans les années cinquantes lorsque la France mettait sur pied cette capacité d'action. La dissolution des unités après le putsch des généraux (1961) et la longue traversée du désert qui s'en est suivie (jusqu'en 1996) ont tétanisé la réflexion sur le sujet. Les ouvrages aujourd'hui disponibles en français sont rares, datés et relativement décevants. On consultera: Maurice Mégret, *La guerre psychologique*, Paris, Presses Universitaires de France, QSJ, 1956 ; du même auteur, *L'action psychologique*, Paris, Fayard, 1959 ; Vance Packard, *La persuasion clandestine*, Paris, Calman-Lévy, 1958. Pour se faire une idée des raisonnements qui sont à l'origine du développement de l'action psychologique en France, il faut lire les ouvrages de Roger Trinquier, *La guerre moderne* (Paris, La Table Ronde, 1961) et *Guerre, Subversion, Révolution* (Paris, La Table Ronde, 1963). Dans ces deux ouvrages, Trinquier analyse les fondements de la guerre de subversion marxiste, soulignant notamment l'emploi de la propagande pour obtenir la mobilisation de l'ensemble de la population. Il faut ensuite attendre les années quatre-vingt dix pour voir résurgir une littérature scientifique. Gabriel Périès, dans "L'appropriation rhétorique de l'ennemi dans le discours militaire français pendant la guerre froide" (*Les Champs de Mars*, printemps-été 1997, n° 2), analyse une série de textes publiés dans les revues militaires au cours des années cinquante. Il conclut que les textes en question présentent une vision favorable de Lénine de façon à légitimer l'utilisation des pratiques soviétiques de mobilisation de masse afin de développer une capacité opérationnelle en matière d'action psychologique. Dans "De la guerre psychologique à la guerre de l'information" (*Les Champs de Mars*, n° 3, premier semestre 1998, pp. 107-130), Paul Vitalloux dresse un panorama historique intéressant de l'action psychologique.

Aux Etats-Unis, l'étude la plus complète sur les opérations psychologiques est celle du ministère américain de la défense : *The Art and Science of Psychological Operations: Case Studies Of Military Application* (two volumes, pamphlet no 525-7-

1, Washington, D.C., April 1976). Cette étude présente les principes, doctrine, organisation qui gouvernent l'action psychologique aux Etats-Unis ; elle étudie en détail les relations avec les autorités civiles et d'autres bureaux militaires (notamment les services de renseignement et de relations publiques) ; analyse les conditions qui favorisent la réceptivité du message (théories de l'impact des communications de masse) ; enfin elle considère quelques cas d'études (américains et étrangers). Bien que datée, l'étude est indispensable. Elle est heureusement complétée par un ouvrage (plus court et plus récent) qui fait le point sur les principes et présente des cas d'études récents. Voir Frank L. Goldstein, *Psychological Operations: Principles and Case Studies* (Maxwell Air Force, AL, Air University Press, 1996) qui analyse la revalorisation de l'action psychologique depuis l'administration Reagan et les succès rencontrés dans les campagnes des années 1990 (notamment la guerre du Golfe). Enfin Mark Lloyd, *The Art of Military Deception* (London, Leo Cooper, 1997) offre une perspective plus large sur les fondements de l'action psychologique en s'intéressant à la subversion idéologique comme moyen d'affaiblir l'ennemi. La discussion la plus intéressante concerne les risques 'd'auto-intoxication'.

Ces ouvrages généraux sont complétés par des études de cas intéressantes qui décrivent et analysent les opérations psychologiques dans des conflits particuliers. Voir en particulier, Stephen E. Pease, *PSYWAR: Psychological Warfare in Korea: 1950-1953* (Harrisburg, PA, Stackpole Books, 1992) qui décrit les efforts américains pour contre-carrer les effets de la propagande nord-coréenne puis chinoise et en évalue les résultats; Robert W. Chandler, *War of Ideas: The U.S. Propaganda Campaign in Vietnam* (Boulder, CO, Westview Special Study, 1981) qui fournit une analyse très critique de la campagne américaine au Vietnam qu'il qualifie d'échec retentissant ; En français, on lira Paul Vitalloux, *L'Armée française et la guerre psychologique en Indochine (1945-1955) : conception et organisation*, mémoire de DEA, Paris, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 1997. On lira

aussi François Géré, *La guerre psychologique* (Paris, Economica, 1997), qui retrace en détail la campagne d'action psychologique menée en Algérie et à en examiner l'échec. Bizarrement, l'ouvrage se conclut par un long chapitre sur 'la guerre médiatique' et la nécessité de faire face et d'utiliser toutes les ressources de la révolution de l'information. Pour une courte introduction à l'action psychologique menée en Algérie (avant de s'engager dans le long ouvrage de Géré), on peut lire: François Caillou et Olivier Couvreur, "L'action psychologique menée par l'armée française en Algérie: 1955-1956", *Les cahiers de Montpellier*, n° 34/2, 1996.

D. LE CORRESPONDANT DE GUERRE : CROISE DES TEMPS MODERNES

Il existe dans les pays anglo-saxons une vaste littérature sur le thème du correspondant de guerre. Cette littérature part d'une double hypothèse. D'une part, le correspondant de guerre accomplit une mission démocratique fondamentale : il témoigne, apportant ainsi des informations indispensables au citoyen (détenteur de la souveraineté nationale) et dont les autorités ne souhaitent pas toujours que le public ait connaissance. D'autre part, il accomplit cette fonction dans des conditions difficiles marquées par le danger physique, la censure gouvernementale, et les pressions commerciales.

Cette vision enthousiaste du correspondant de guerre a dominé la littérature anglo-saxonne dans la première moitié du XX^e siècle – mais reste à ce jour relativement étrangère à l'intérêt des auteurs français. La raison en est peut-être, comme l'explique John Hohenberg dans l'introduction de son ouvrage *Foreign Correspondence: The Great Reporters and Their Times*, que les Etats-Unis et le Royaume-Uni "ont été les premiers à développer un corps d'envoyés spéciaux indépendant et à tolérer leurs excès au nom de leur contribution au processus démocratique" (pxii). Cette tradition est marquée par les biographies de quelques

grands correspondants de guerre qui ont marqué leur temps. JB Atkins, *Life of Sir William Howard Russell* (2 volumes, 1911). Rupert Fourneaux, *Russell, The First War Correspondent: William Howard Russell of the Times* (London, 1944). Alan Hankinson, *Man of Wars: William Howard Russell of the Times* (London, Heineman). Lee G. Miller, dans *The Story of Ernie Pyle* (New York, 1950). Don C. Seitz, *The James Gordon Bennetts, Father and Son* (Indianapolis, 1928). Gerald Landford, *The Richard Harding Davis Years* (New York, 1961). Cette tradition continue aujourd'hui avec les autobiographies et mémoires rédigés par les correspondants eux-mêmes. Parmi les nombreuses autobiographies disponibles, on pourra notamment se référer aux ouvrages suivants. Dans *Muddy Boots and Red Socks: A War Reporter's Life* (New York, Times Books, Random House, 1993), Malcom W. Browne retrace sa vie d'envoyé spécial pour le *New York Times*. La partie de l'ouvrage consacrée à la couverture de la guerre du Vietnam est probablement la plus enrichissante parce qu'elle offre un examen critique de la façon dont les correspondants collectaient et traitaient l'information. Dans *Live from the Battlefield: From Vietnam to Baghdad, 35 Years in the World's War Zones* (New York, Touchstone Books, 1995), Peter Arnett présente sa vie de "baroudeur des champs de bataille". L'intérêt principal réside dans le fait que Peter Arnett a choisi sa biographie pour répondre à ses détracteurs et faire le point sur les deux grandes controverses qui ont marquées sa carrière : son récit de l'attaque nord-Vietnamienne sur l'ambassade américaine pendant l'offensive du Tet au Vietnam (1968) et son choix de continuer à transmettre depuis Bagdad pendant la guerre du Golfe (1991). Dans *Fighting for Air: In The Trenches with Television News* (New York, Simon and Schuster, 1991), Liz Trotta, correspondant pour NBC au Vietnam apporte le point de vue d'une femme qui doit relever non seulement les défis de tout journaliste couvrant une guerre, mais doit aussi lutter contre l'ordre établi pour se faire sa place au soleil. De tous les ouvrages écrits par des reporters sur la guerre du Vietnam, celui de Liz Trotta est sans doute le plus critique de la performance journalistique. Notés par la critique mais beaucoup moins intéressants, si ce n'est au niveau de

l'anecdote, les ouvrages de Bob Simon, *Forty Days* (New York, Putman's Sons, 1992) et Robert Wiener, *Live from Baghdad: Gathering News at Ground Zero* (New York, Doubleday, 1992). L'intérêt principal de ces biographies est d'apporter un témoignage sur le travail quotidien des correspondants de guerre et de donner un aperçu de la réalité humaine qui se cache derrière le concept de 'médias'. Cela dit, ces ouvrages tombent assez facilement dans l'auto-célébration et l'hagiographie.

Cette approche individuelle est complétée par quelques ouvrages qui ambitionnent de reconstituer la contribution des correspondants de guerre sur une longue période, soit à travers un conflit particulier, soit depuis le début de la correspondance de guerre (XIX^e siècle). Dans l'ensemble, ces ouvrages saluent la contribution des correspondants de guerre au débat démocratique, leur effort pour témoigner en dépit des multiples obstacles auxquels ils doivent faire face quotidiennement. L'introduction de John Hohenberg donne le ton: "Depuis un peu plus de 200 ans, un petit groupe de correspondants étrangers tenaces a raconté l'histoire de la paix et de la guerre à un public américain souvent stupéfait. Certains ont été fait prisonniers ou pris en otage, d'autres ont été blessés ou tués. Mais presque toujours, ces jeunes hommes et quelques courageuses femmes ont préservé leur indépendance et leur intégrité que ce soit sous la pression des gouvernements, des censeurs militaires, ou devant le feu." (pxi). Au fil de son ouvrage, on découvre donc une galerie flatteuse de correspondants: ceux qui ont bravé le danger physique pour envoyer une dernière dépêche ; ceux qui ont bataillé la censure pour donner une information plus complète et plus exacte ; enfin ceux qui ont exposé les faits et les événements dont personne ne voulait parler. Lauriston F. Bullard dans *Famous War Correspondents* (Boston, 1914) et Richard Collier, dans son ouvrage *Fighting Words: The Correspondents of World War II* (New York, St Martin's Press, 1989) adopte une optique similaire à celle d'Hohenberg, racontant les tribulations de ceux qui ont pour mission de recueillir et diffuser l'information sur la guerre. L'intérêt principal de ces ouvrages est de fournir une grande quantité d'informations factuelles

sur les activités des organes de presse et d'anecdotes sur les faits et gestes des correspondants de presse. A cet égard, un dernier ouvrage vaut d'être mentionné : Robert Desmond, *Tides of War: World News Reporting 1931-1945* (Iowa City, University of Iowa Press, 1984). Dans un ouvrage qu'il veut être un compte-rendu descriptif (et non une analyse critique) du reportage de guerre, Desmond témoigne des multiples difficultés rencontrées par les correspondants de guerre qui ont couvert les différents théâtres d'opérations depuis l'invasion de la Mandchourie (1931) jusqu'à la campagne du Japon (1945). Si les aspects descriptifs en font un ouvrage fastidieux à lire, l'énorme quantité d'informations factuelles rassemblées par l'auteur en fait un ouvrage de référence (l'index permet de trouver facilement dans le corps du texte les renseignements recherchés). On peut voir aussi John Jakes, *Great War Correspondents* (New York, NY, G.P. Putman's Sons, 1967) ; Trevor Royle, *War Report: The War Correspondent's View of Battle from Crimea to the Falklands* (London, Mainstream publishing) ; Martyn Pedrick, *In the Front Line* (London, Robson Books, 1983) et James B. Sweeney, *A Combat Reporter's Report* (New York, NY, Franklin Watts, 1980).

Cette vision enthousiaste du correspondant de guerre, si elle est dominante dans la littérature anglo-saxonne, n'est pas systématique et quelques auteurs opposent les prouesses de quelques individus à la couverture médiatique d'ensemble. Ces auteurs en concluent que si quelques correspondants de guerre sont capables de s'émanciper des pressions, voire des manipulations politiques, la masse des journalistes devient en fait les auxiliaire de la politique gouvernementale. Dans son étude intitulée *Le correspondant de guerre de la guerre de Crimée au Vietnam : Héros ou propagandiste* (Paris, Flammarion, 1980), Philip Knightley montre comment les médias se sont systématiquement fait les alliés de la propagande gouvernementale au mépris de leur devoir d'information. En dépit de quelques journalistes qui ont tenté de faire éclater la vérité, celle-ci fut systématiquement victime des manipulations gouvernementales et "la première victime de la guerre"

(pi). Dans *On the Front Lines: Following America's Foreign Correspondents Across the Twentieth Century* (Washington, D.C., The American University Press, 1995), Michael Emery propose une vision un peu moins abrasive des correspondants de guerre. A travers l'étude détaillée de la couverture médiatique de plusieurs événements marquants, Michael Emery évalue l'exactitude des reportages et leur impact sur les développements politiques. Il ne conclut pas, à l'instar de Knightley, que les journalistes sont toujours transformés en auxiliaires vassalisés du pouvoir, tout en reconnaissant qu'il leur est très difficile de s'émanciper des pressions et manipulations dont ils sont quasiment toujours la cible. D'autre part, Michael Emery considère qu'il est possible de remédier à cette situation si les médias acceptent d'investir dans la formation et l'entraînement de ses envoyés spéciaux.

La question devient alors de savoir comment les journalistes qui couvrent les conflits sélectionnent et analysent les informations qu'ils reçoivent avant de les diffuser. Un premier élément de réponse apparaît dans les récits que plusieurs journalistes ont fait des conflits qu'ils ont couverts. Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'autobiographies, mais de témoigner sur des événements internationaux. Ces ouvrages permettent de documenter l'état d'esprit du journaliste qui travaille sur un sujet donné. Dans certains cas, ces témoignages permettent d'expliquer la nature et la qualité de la couverture qu'un correspondant peut fournir — ce que d'aucuns appellent le point de vue (dans le meilleur des cas) ou le parti-pris (dans le pire des cas) du reporter de guerre. Dans, *Putain de mort* (Paris, Albin Michel, 1980), Michael Herr fait le récit désabusé des horreurs de la guerre du Vietnam ; Dans *L'innocence perdue : Un américain au Vietnam* (Paris, Seuil, 1990), Neil Sheehan montre comment les sources mêmes qu'utilisaient les journalistes à l'intérieur de l'armée américaine ont très vite poussé les journalistes à questionner la pertinence de la stratégie suivie. Plus proche de nous, plusieurs ouvrages donnent quelques indications sur l'état d'esprit des journalistes qui ont couvert la guerre en Bosnie. On lira en particulier, Peter Mass, *Love Thy Neighbour: A Story of War* (New York,

Alfred Knopf, 1996) ; Martin Bell, *In Harm's Way: Reflections of a War-Wone Thug* (London, Penguin Books, 1996).

A côté de ces témoignages, il existe deux perspectives académiques sur le sujet. Dans *The Politics of Crisis Reporting: learning to be a Foreign Correspondent* (Westport, CT, Praeger, 1990), John C. Pollock montre comment les correspondants de guerre sont prisonniers de demandes professionnelles contradictoires qui affectent la qualité de leur reportage : en particulier la dépendance à l'égard des sources officielles et les demandes pour une information rapide et dramatique. Il propose une série de réformes destinées à renforcer l'autonomie et l'expérience des correspondants de guerre. Dans *War Stories: The Culture of Foreign Correspondents* (New York, NY, Routledge, 1995), Mark Pendelty montre que le reportage de guerre sont influencés principalement non par "ce qui se déroule sur le front", mais par les sources auxquelles les journalistes s'adressent en permanence. Son approche d'anthropologue lui permet de décrire et d'analyser les institutions, pratiques, mythes, et rituels des correspondants de guerre couvrant la guerre civile au Salvador.

1. *L'effet CNN: l'impact des médias sur la politique de sécurité*

Peu de sujet sont plus controversés que celui de l'influence des médias sur la politique de sécurité. Certes, l'idée que les médias ont un effet direct (sur les décideurs) ou indirect (à travers l'opinion publique et les relais d'opinion) sur la politique de sécurité, et que cet effet va à l'encontre des intérêts de l'Etat n'est pas nouvelle¹⁶. Mais, la multiplication de longs conflits controversés (Algérie, Vietnam,

¹⁶ Dès le début du XIXe siècle, Napoléon se plaignait de ce que les journaux étaient beaucoup plus puissants que les bayonnettes. Depuis, de nombreux responsables politiques et militaires ont défendu l'idée que les médias se conduisent souvent en ennemi de l'état et de ses intérêts.

Irlande du Nord) et le développement de l'action terroriste à vocation publicitaire¹⁷ dans les années soixante à quatre-vingt ont conduit acteurs (hommes politiques, officiers et journalistes) et chercheurs à se pencher sur la question de l'influence des médias. Il faut noter qu'il existe peu d'études scientifiques sur cette question en France. Si la FNSP et le CNRS s'intéressent depuis longtemps à l'influence des médias sur la politique intérieure (en particulier sur le recrutement et la légitimité du personnel politique), peu d'attention a été accordée à ce jour à la question de la politique de sécurité : une lacune dommageable si on considère la sensibilité du sujet (en particulier en temps de conflit)¹⁸. Cette section aborde trois aspects de ce problème : (1) les médias inhibent-ils l'action gouvernementale en limitant (par la peur des réactions de l'opinion publique) la marge de manoeuvre des gouvernements ? (2) les médias conduisent-ils la politique de sécurité en poussant à l'intervention humanitaire ? (3) les médias sont-ils un vecteur de déstabilisation de l'Etat ? et (4) les médias jouent-ils un rôle dans le nouveau désordre mondial en se faisant le véhicule des propagandes haineuses génératrices de troubles intra-étatiques ?

2. *Les médias inhibent-ils l'action gouvernementale ?*

Une idée répandue chez les responsables (politiques et militaires), ainsi que chez certains commentateurs veut que les médias aient un impact négatif et inhibiteur sur le processus de production de la politique de sécurité. Les critiques sont sévères et multiples : les médias sont excessivement critiques ; ils sabotent la posture militaire ou diplomatique ; ils limitent étroitement la manoeuvre militaire ; ils disposent d'une influence disproportionnée sur la décision d'intervention militaire en pays étranger. Si les arguments développés ne sont pas toujours le fruit d'une

¹⁷ L'expression est empruntée à Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas : Techniques actuelles de la violence*, Paris, Flammarion, 1985.

¹⁸ Nous n'avons trouvé qu'un ouvrage en français s'intéressant aux médias comme acteurs du système international. Il s'agit de André-Jean Tudesq (dir), *Les médias : Acteurs de la vie internationale*, Rennes, Editions Apogée, 1997.

démarche scientifique¹⁹, ils révèlent les perceptions que se font responsables et commentateurs du rôle de la presse dans le fonctionnement des institutions républicaines. A ce seul titre, ils ne peuvent être ignorés.

Dans un discours prononcé à l'université de Georgetown (Washington, DC), le général Brent Scowcroft, conseiller à la sécurité nationale du Président Bush, accuse les médias d'avoir acquis une influence démesurée sur la politique de sécurité, affirmant que toute décision prend nécessairement en compte leur réaction. Scowcroft déplore cette situation, affirmant que la presse agit désormais en censeur du gouvernement alors qu'elle n'est soumise, elle-même, à aucun mécanisme constitutionnel de contrôle (*Reflections on the Role of the Media*, Institute for the Study of Diplomacy, Occasional paper, Edmund A. Walsh School of Foreign Service, Georgetown University, Washington, D.C., avril 1987). Le général Lucien Poirier, dans *La crise des Fondements* (Paris, Economica, 1994) abonde dans le même sens. Il affirme que "le stratège ne peut plus conduire les opérations sans redouter les retentissements dans l'opinion des pertes et de l'emploi d'armements "exotiques". Constamment sous l'oeil critique des médias informant en temps réel, politiques et militaires seront désormais astreints à une retenue paralysante". Si la provocation du propos a le mérite de faire réfléchir, il est cependant dommage que le général Poirier n'illustre pas son affirmation par des exemples concrets.

Le sujet a fait l'objet de plusieurs recherches universitaires de qualité. Johanna Neuman, dans *Lights, Camera, War: Is Media Technology Driving International Politics?* (New York, NY, St Martin's Press, 1996) reconnaît que les médias ont changé les relations diplomatiques. Il est incontestable, dit-elle, qu'un message diplomatique atteint plus rapidement son destinataire en passant par CNN que par les voies traditionnelles. Mais elle conteste l'idée selon laquelle ces

¹⁹ Dans leurs critiques, parfois véhémentes, les responsables politiques et militaires envisagent les effets négatifs de l'action des médias sur leurs initiatives, mais ne commentent pas souvent sur les effets positifs qui renforcent ou légitiment leurs actions.

changements ont un impact nécessairement négatif sur la conduite des relations diplomatiques. Elle considère en effet que les diplomates détiennent toujours l'initiative ; ainsi, les diplomates savent parfaitement se tenir à l'abri de la publicité tapageuse quand ils en ont envie. Dans son autobiographie, *On the Front Line: From Washington to the Gulf, the Politics and Battles of the New Military* (New York, Simon and Schuster, 1993), l'amiral William Crowe, chef d'état-major des armées (1987-1989) ajoute un élément intéressant, en étudiant la capacité des journalistes à utiliser les rivalités bureaucratiques pour obtenir ou confirmer des informations²⁰. Selon l'amiral Crowe, la présence des médias rend plus difficile le processus de consultation et de prise de décision. Cette thèse est partiellement corroborée par Thomas J. McNulty, "Television's Impact on Executive Decisionmaking and Diplomacy" (*The Flechter Forum of World Affairs*, n°17, winter 1993, pp 81-82) et Patrick O'Hefferman, *Mass Media and American Foreign Policy: Insider Perspective on Global Journalism and the Foreign Policy Process* (Norwood, N.J., Ablex, 1991). Dans "L'évènement international et les médias" (*Défense Nationale*, octobre 1997, pp 67-75), Thierry Garcin critique sévèrement la puissance accrue des médias sur la scène internationale. L'hypermédiatisation de la vie internationale, estime-t-il, conduit nécessairement à une vision déformée et tronquée de la réalité qui génère une lassitude de l'opinion et inhibe, par voie de conséquence, l'action gouvernementale. Pamphlet plutôt qu'étude, l'article de Thierry Garcin est parfois confus et décousu. Il est intéressant de confronter l'opinion de Garcin avec celle de Ted Koppel, présentateur du journal d'ABC, exprimée dans "The Perils of Info-Democracy" (publié dans *Managing Global Chaos: Sources of and Responses to International Conflict*, Washington, D.C., United States Institute for Peace, 1996). A

²⁰ Ce phénomène est difficile à étudier, notamment parce que les journalistes ne sont pas enclins à dévoiler leur "secrets de fabrication". A ce titre, les éléments d'information donnés par l'amiral Crowe sont précieux. Ils peuvent être mis en perspective avec les observations fournies par Stephen Hess, *The Government/Press Connection*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1984 ; Leon V. Sigal, *Reporters and Officials: The Organization and Politics of Newsmaking*, Washington, D.C., Heath and Company, 1973.

l'instar de Garcin, Ted Koppel estime que l'hypermédiatisation conduit à la perversion du processus politique (notamment en créant une pression pour 'faire quelque chose' sur les décideurs). Mais, à la différence de Jérôme Garcin qui blâme les médias et leur fonctionnement, Ted Koppel blame les responsables politiques qui n'ont pas toujours le courage de leurs choix.

Ce procès n'est pas fait seulement dans les cercles gouvernementaux. Etudiant l'impact des médias (et en particulier de la télévision) sur les drames humanitaires, Rotweg et Weiss aboutissent à la conclusion suivante. Dans *From Massacres to Genocide: The Media, Public Policy, and Humanitarian Crises* (Washington, DC, The Brookings Institution, 1996), ils affirment que les médias jouent un rôle important, mais pervers dans les opérations humanitaires. Rôle important parce que les médias peuvent attirer l'attention sur une tragédie, mais rôle pervers parce que l'attention des médias n'arrive pas toujours au bon moment et peut provoquer des actions (une intervention militaire par exemple) qui ne sont pas toujours les plus appropriées. Rony Bauman, de son côté, souligne les effets pervers produits par la couverture médiatique d'une urgence humanitaire. Dans *Les médias et l'humanitaire. Ethique de l'information ou charité-spectacle* (Paris, éditions du CFPLJ, 1996), Rony Bauman dénonce le diktat de la médiatisation. S'il constate que celle-ci permet de mobiliser l'opinion, il constate aussi que les médias sont extrêmement sélectifs. Il conclut en particulier qu'il ne peut y avoir deux crises majeures en même temps à la télévision, même si c'est la réalité quotidienne. Cette réalité médiatique impose des choix draconiens pour les organisations non-gouvernementales qui ont besoin de la couverture médiatique pour continuer à intervenir dans des situations de crise. Finalement, dans deux études consécutives, Rony Bauman (*Devant le mal. Rwanda : un génocide en direct*, Paris, Arléa, 1994) et Luc Boltanski (*La souffrance à distance, morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métalié, 1993) tirent la sonnette d'alarme contre les manipulations des médias,

dénonçant notamment l'exploitation de la souffrance humaine pour attirer l'audience (télévision) ou pour organiser un coup publicitaire (les ONG).

3. *L'effet CNN : Les médias conduisent-ils la politique de sécurité ?*

C'est l'autre question qui est aujourd'hui le plus souvent posée. Le développement des moyens de communication, et en particulier la télévision satellite en direct ont changé la façon dont les affaires politiques sont conduites. La télévision transmet les informations plus rapidement que les missions diplomatiques, les médias présentent une masse d'information de façon instantanée à laquelle les responsables se sentent obligés de répondre. Cela fait courir, nous explique-t-on, le risque d'une politique de sécurité déterminée non pas par les impératifs de la sécurité nationale, mais par les émotions véhiculées par la télévision. De part et d'autre de l'Atlantique, des responsables politiques (Hubert Védrine, James Baker, George Schultz, Jacques Attali) critiquent notamment l'influence de la télévision sur le processus diplomatique. Dans une interview accordée à *The Harvard International Journal of Press/Politics*, l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker affirme que "l'effet CNN a révolutionné la façon dont les responsables conduisent les affaires politiques, en particulier dans le domaine des affaires étrangères" (p 7). Il considère notamment que la télévision impose aux hommes politiques de réagir rapidement devant les crises présentées sur le petit écran. En conséquence, James Baker considère que l'intérêt national apparaît de plus en plus déterminé par ce qui est présenté à la télévision ("Report First, Check Later", *The Harvard International Journal of Press/Politics*, Spring 1996, vol 1, n°2, pp 3-9). Dans un numéro précédent de la revue, William Perry, ancien secrétaire américain à la défense, explique que la presse fournit de plus en plus la première évaluation d'une crise et fait pression sur les politiques pour qu'ils "fassent quelque chose". Il convient qu'il est très difficile de résister à une telle pression ("The Pentagon and the Press", *The*

Harvard International Journal of Press/Politics, Winter 1996, vol 1, n°1, pp 121-126). Malcolm Rifkind, ancien ministre britannique de la défense, “UN Peacekeeping — Past lessons and Future Prospects” (discours prononcé à l’université d’Edimbourg, 10 mars 1995) fait un constat similaire. Ce procès est-il justifié ?

Dés 1963, dans *The Press and Foreign Policy* (Princeton, NJ, Princeton University Press, 1963), Bernard Cohen pose le principe de l’influence des médias sur la politique de sécurité nationale américaine. Rejetant l’idée que les médias ont une influence directe sur l’opinion publique, il conclut que les médias ne disent pas ce qu’il faut penser, mais donnent à penser sur les sujets qu’ils sélectionnent. En tant que tel, les journalistes influencent ce sur quoi l’opinion réfléchit et forme un avis. Cette influence indirecte suffit-elle à créer, comme semblent l’indiquer les responsables politiques et militaires, une pression telle que les gouvernements n’ont plus que le choix d’intervenir ? Les études faites à ce jour (notamment à propos de la Somalie) indiquent que “l’effet CNN” est largement surestimé. Dans Jonathan Mermin, “Television News and American Intervention in Somalia: The Myth of a Media-Driven Foreign Policy” (*Political Science Quarterly*, vol 112, n°3, 1997) montre que les médias loin d’avoir provoqué l’intervention coalisée par une couverture massive et misérabiliste du drame humanitaire, ne se sont intéressés à la question que lorsque le Congrès s’est saisi de la question (été 1992). Une conclusion similaire est tirée par Steven Livingston, Todd Eachus, “Humanitarian Crises and U.S. Foreign Policy: Somalia and the CNN effect Reconsidered” (*Political Communications*, vol 12, pp 413-429).

Dans “National Interest, Humanitarianism or CNN: What Triggers UN Peace Enforcement After the Cold War?” (*Journal of Peace Research*, vol 33, n° 2, 1966, pp 205-215), Peter Viggo Jakobsen essaie de déterminer les critères selon lesquels cinq interventions (Koweït, Irak, Somalie, Rwanda et Haïti) ont été décidées

et le poids relatif de chaque critère. Son étude le conduit à relativiser le poids de la télévision. Il détermine quatre facteurs qui influencent le processus de décision : clair besoin humanitaire, l'état du droit international, l'intérêt national, les chances de succès, le soutien de l'opinion, et l'effet CNN. Il identifie ensuite deux mécanismes : l'un conduit par l'intérêt national, l'autre par le sentiment humanitaire. Il conclut que les gouvernements sont prêts à accepter des pertes et à mobiliser l'opinion publique quand l'intérêt national est en jeu ; les opérations humanitaires elles, sont décidées en fonction d'autres critères, d'abord leur chance de succès et l'effet CNN. L'auteur estime donc que l'effet CNN est circonstanciel. Il affirme aussi que l'existence de l'intérêt national et d'un large soutien domestique ne sont pas des conditions indispensables pour s'engager dans une opération d'imposition de la paix. Dans *Late-Breaking Foreign Policy: The News Media's Influence on Peace Operations* (Washington, D.C., United States Institute for Peace, 1997), Warren Strobel va même plus loin que Jakobsen. Il tente de reconstituer le processus de décision qui a conduit à quatre opérations de paix (Somalie, Rwanda, Haïti, Bosnie). Il conclut que les médias peuvent avoir une influence sur la décision d'intervenir, ou sur celle de terminer une opération. Mais dit-il, cette influence dépend d'un grand nombre d'autres facteurs, qui appartiennent pour la plupart à l'appareil gouvernemental.

4. *Les médias et la subversion de l'intérêt national*

En France, les médias sont souvent moins vus comme des agents influençant directement le processus de décision, que comme des agents (potentiels) de subversion, en particulier lorsqu'ils subissent la propagande d'états ou d'organisations étrangères qui cherchent à affaiblir la position de la France. Dans *L'information en temps de crise* (Paris, FEDN, 1989), Christine Barakat propose trois études de cas (la guerre des Malouines, le détournement du vol de la TWA en 1985, et les manoeuvres moineau hardi) pour montrer les risques des manoeuvres médiatiques hostiles. Elle préconise une politique de communication agressive pour

contrecarrer ces tentatives déstabilisatrices. Dans *L'enjeu de l'information* (Paris, FEDN, 1990), le Groupe d'Etudes Information et Défense affirme que le développement de la société d'information rend nos démocraties vulnérables parce que les médias peuvent y relayer, à leur corps défendant, la propagande d'adversaire qui cherche à influencer la politique de la France. Le groupe s'interroge sur l'avenir de l'esprit de défense dans de telles circonstances. Enfin, Gérard Chaliand, dans *La persuasion de masse : guerre psychologique, guerre médiatique* (Paris, Robert Laffont, 1992) adopte une démarche similaire.

Ces ouvrages sont intéressants dans la mesure où ils sont révélateurs de l'état d'esprit des spécialistes de défense. Il reste que dans l'ensemble, ces ouvrages ne s'intéressent qu'à une dimension du problème (la possibilité de déstabilisation) sans aborder les bénéfices de la communication institutionnelle. Ces ouvrages sont aussi souvent marqués par une grande confusion de termes et de concepts. Ils recourent à des termes, tels que désinformation, propagande, déstabilisation sans vraiment prendre la peine de la définir. Ces défauts majeurs diminuent l'utilité de tels ouvrages, à moins de les lire en parallèle avec des études conceptuelles. Par exemple, on peut lire en complément Jacques Ellul, *Propagande* (Paris, Economica, 1990) qui définit toute information comme propagande, parce que, dit-il, il n'y a pas d'information neutre ; ou Guy Durandin, *L'information, la désinformation et la réalité* (Paris, PUF, 1993) qui montre la confusion qui entoure le terme de 'désinformation' et la difficulté de la distinguer de l'information. L'intérêt de ces ouvrages est de proposer des définitions claires et sans ambiguïté.

5. *Les médias et le nouveau désordre mondial*

Au cours des dernières années, plusieurs chercheurs se sont intéressés au rôle des médias dans le déclenchement et le déroulement des guerres civiles, notamment en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Dans les deux cas, il s'agit d'étudier

comment les pouvoirs en place (dans des sociétés autoritaires ou la contestation ouverte n'est que faiblement tolérée) ont utilisé les médias, sur lesquels ils exercent un contrôle strict, pour promouvoir leurs buts de guerre. Dans les "Voix de la guerre" (in Jean Cot, *Dernière guerre balkanique ? ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, Paris, l'Harmattan, 1996, pp 165-182), Renaud de la Brosse décrit comment les médias serbes, croates et à un degré moindre bosniaques ont utilisé les médias pour promouvoir une propagande éhontée justifiant l'extrémisme politique des leaders de chaque faction. Il démonte notamment les mécanismes par lesquels les médias serbes ont déformé les faits, créé et propagé une mythologie de victimisation. L'analyse de la Brosse peut être complétée par la lecture d'un article de Mark Thompson, "Forging War: The Media in Serbia, Croatia, and Bosnia-Herzegovina" (*Article 19*, International Center Against Censorship, 1994), dans lequel il détaille les mécanismes, symboles, et images utilisés par chaque faction pour mobiliser leurs opinions publiques respectives²¹ L'étude la plus complète et la plus convaincante (en particulier parce qu'elle fait appel à des spécialistes régionaux et des spécialistes en communication est celle de Reporters Sans Frontières, *Les médias de la haine* (Montpellier, éditions RSF, 1995). Dans ce long ouvrage, RSF étudie comment les médias ont été un élément essentiel du génocide Tutsi pendant la guerre civile au Rwanda (1994). Les auteurs étudient en détail la propagande Hutu et expliquent les mécanismes psychologiques qui ont conduit à son succès. L'ouvrage devrait faire date dans les études de la propagande au même titre que l'étude de Serge Tchiakotine sur la propagande nazie (*Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992).

Devant l'utilisation, semble-t-il de plus en plus systématique, des médias comme outils de perturbation du système international, plusieurs centres de

²¹ Pour une vision plus partisane du rôle des médias dans la guerre civile en ex-Yougoslavie, voir Françoise Hampton, *Incitement and the Media: Responsibility of and for the Media in Conflicts in the Former-Yugoslavia*, Colchester, Essex, Human Rights Centre, University of Essex, 1993.

recherche ont entrepris d'étudier si et comment les médias occidentaux pouvaient être un facteur dans la résolution des conflits régionaux et/ou internes. En 1996, le Carnegie Corporation of New York a lancé une commission sur la prévention des conflits (Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict). Dans ce cadre, Nick Gowing, journaliste à la BBC, étudie le rôle que pourraient jouer les médias dans ce processus. Il a présenté ses conclusions dans *Media Coverage: Help or Hinderance in Conflict Prevention*, (Report to the Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict, Carnegie Corporation of New York, 1997). Dans une vision pessimiste, Nick Gowing conclut que l'effet des médias sur une crise humanitaire est imprévisible et souvent contre-productif parce qu'il entraîne souvent une réponse inadéquate et tardive. L'auteur rejette l'idée que les médias, par la seule vertu de leur couverture d'une crise humanitaire, peuvent amener les gouvernements à prendre les mesures qui s'imposent si ceux-ci ne considèrent pas ces mesures comme cohérentes avec leurs intérêts nationaux. Dr. Peter Loizos, dans "Broadcasting for restraint: Crisis reduction initiatives through UN supported media initiatives" (in Anthony McDermott (ed), *Ethnic Conflict and International Security, Peacekeeping and Multinational Operations*, n°2, June 1994, pp 89-103) offre une perspective plus optimiste. Se basant notamment sur l'expérience du Cambodge (qu'il juge positive), Loizos propose en effet que l'ONU renforce sa capacité de programmation et de diffusion dans les zones où elle intervient afin de promouvoir une réconciliation pacifique entre belligérants et/ou adversaires. Peter Loizos concentre son analyse sur les mesures à prendre pour renforcer les capacités de l'ONU dans ce domaine, mais n'étudie pas les aspects juridiques de la question.²²

La question du rôle des médias comme facteur de prévention des conflits repose en partie sur l'expérience, vue aujourd'hui comme fructueuse, des radios internationales dans la perversion de l'idéologie soviétique durant la guerre froide.

²² Ces questions ne peuvent pas être sous-estimées. Par exemple, la tentative par Reporters Sans Frontières, de mettre en place une radio internationale diffusant en ex-Yougoslavie à partir des eaux internationales a dû être abandonnée.

A ce sujet, on pourra lire Jacques Sémelin, *La victoire au bout des ondes : Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin* (Paris, Belfond, 1997) dans lequel il étudie le rôle des radios occidentales dans l'effondrement des régimes communistes en Europe. Il conclut que si "l'apport d'une information indépendante ne peut (...) pas, par elle-même, déstabiliser un régime, la question est de savoir si l'information libre peut-être accélérateur ou un déclencheur nécessaire" (p313). L'idée que les radios transnationales peuvent jouer un rôle positif dans les relations internationales est confirmée par l'article de Victor-Yves Gheballi, "La CSCE et l'information à l'ère de l'après-guerre froide : le bilan du forum de Londres" (*Le Trimestre du Monde*, 4e trimestre 1989, pp 77-89) dans lequel il montre que la CSCE, après le démantèlement du mur de Berlin, a continué de soutenir ces efforts. En complément de l'article-bilan de Gheballi, on trouvera des éléments d'information complémentaires dans Patrick Inmhaus, "Les maladies infantiles de la télévision transnationale" (*Relations Internationales et Stratégiques*, n°4, hiver 1991, pp 155-163) et dans "Les enjeux internationaux de l'information" (interview avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Trimestre du Monde*, 1er trimestre 1989, pp 9-16). Inmhaus comme Servan-schreiber voient le développement de grands réseaux de télévision comme un pas positif et un vecteur potentiel de progrès (pour le développement de la démocratie et des relations pacifiques entre nations). La question de savoir si ces développements peuvent éventuellement conduire à la mise en place de réseaux d'information susceptibles de contrecarrer l'influence criminogène des propagandes locales véhiculées par des médias contrôlés reste à déterminer.

E. L'OPINION PUBLIQUE, LES MEDIAS ET LA POLITIQUE DE SECURITE

En filigrane de ces débats, se pose la question de la résistance des opinions publiques occidentales aux images de violence et de souffrance souvent présentées à la télévision²³.

Un point de vue fréquemment avancé est celui défendu par Julien Favre. Dans "Opinion publique et relations internationales" (*Défense Nationale*, décembre 1994, pp. 63-70) Julien Favre affirme que les démocraties occidentales sont fragilisées par leur vulnérabilité aux émotions des opinions publiques – souvent manipulées – par les médias. Si l'étude repose plus sur un point de vue idéologique que sur des données scientifiques précise²⁴, elle a le mérite de rendre compte d'un sentiment qui est partagé par de nombreux protagonistes en particulier dans les cercles gouvernementaux. Cette idée repose en partie sur les conclusions des recherches sur l'impact de la communication de masse selon lesquelles les médias participent indirectement à la formation de l'opinion publique. Ainsi que le résumait Bernard Cohen (ouvrage pré cité) : les médias ne disent pas nécessairement ce qu'il faut penser, mais ils déterminent les sujets sur lesquels l'opinion publique est amenée à donner son avis²⁵. Cependant, une fois que l'on a établi le cadre général de l'impact potentiel des médias, il reste à déterminer cet impact au cas par cas sur la politique

²³ Les études les plus récentes en France ont été conduites pour la Fondation des Etudes de Défense en 1994-1995. Voir Samy Cohen (dir), Nathalie La Balme, et Patrick Bruneteau, *L'opinion publique et les interventions militaires extérieures à travers la presse*, Fondation pour les Etudes de Défense, octobre 1995. Parmi les études plus anciennes, on peut consulter John Reilly, "Internationalisme pragmatique : L'opinion américaine au milieu de la décennie 90", *Politique Etrangère*, été 1995 ; John E. Reilly, "L'opinion publique américaine et la politique étrangère", *Politique Etrangère*, n°1, printemps 1987 ; Jérôme Cazes, "L'opinion publique française et les questions internationales", *Politique Etrangère*, n°4, hiver 1989.

²⁴ Julien Favre présente comme des vérités établies des affirmations contestables sans s'appuyer sur des données ou des sources précises.

²⁵ Cette idée a, depuis, été largement confirmée.

de sécurité ou sur des opérations militaires particulières. Les études américaines qui s'intéressent à cette question, proposent trois réponses.

Lorsque le gouvernement affirme de façon convaincante que la nation est en danger, il se produit un phénomène de ralliement ('rally around the flag'). C'est la thèse que défend John Mueller dans *Policy and Opinion in the Gulf War*, (Chicago, University of Chicago Press, 1996). Cette thèse est confirmée par David Burbach dans *Presidential Approval and the Use of Force* (working paper, MIT Center for International Affairs, Defense and Arms Control Studies Program, mai 1994). A travers l'étude du ralliement de l'opinion publique pendant la guerre du Golfe, Burbach souligne donc l'importance capitale du leadership présidentiel dans la formation du soutien de l'opinion publique. Elle est aussi soutenue par Catherine M. Kelleher, "Security in the new world order: Presidents, polls, and the use of force" (in Daniel Yankelovitch and I. M. Deslter (ed), *Beyond the Beltway: Engaging the public in U.S. foreign policy*, New York, W. W. Norton & Company, 1994).

La seconde hypothèse affirme que le soutien à une opération dépend d'abord et avant tout du nombre des pertes. Dans un article intitulé "Trends in Popular Support for the Wars in Korea and Vietnam" (*American Political Science Review*, June 1971, pp 358-375), John Mueller montre que le soutien aux guerres de Corée et du Vietnam a connu une évolution similaire, dû au fait que l'opinion s'est lassée des pertes encourues. Il établit une corrélation selon laquelle le soutien de l'opinion diminue de 15 points chaque fois que les pertes sont multipliées par 10²⁶. La thèse de Mueller peut être mise en perspective avec un article d'Edward N. Luttwak ("Where are the Great Powers?", *Foreign Affairs*, July-August 1994, pp 23-28), qui affirme que les capacités militaires des grandes puissances actuelles sont mutilées par leur incapacité à soutenir des pertes humaines. Luttwak affirme notamment que même la dictature soviétique s'est finalement montrée sensible aux pertes en Afghanistan. L'intérêt

²⁶ Une version plus élaborée de cette étude est parue deux ans plus tard sous le titre: *War, Presidents, and Public Opinion*, New York, John Willey, 1973.

principal tient à l'hypothèse développée : les changements familiaux et d'attitude à l'égard de la mort prématurée sont les causes de cette nouvelle intolérance. Cette relation de causalité (entre pertes et soutien de l'opinion publique) n'est pas confirmée par d'autres chercheurs. Dans "Sawdust Superpowers: Perceptions of U.S. Casualty Tolerance in the Post-Gulf War Era" (*Strategic Review*, Winter 1997, pp15-23), le Major Mark Conversino, USAF, affirme que le public est prêt à endurer des pertes, même significatives, à condition que les objectifs soient clairement établis et que les militaires aient les moyens de les atteindre. De même, dans *L'opinion, l'humanitaire et la guerre: Une perspective comparative* (Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, collection "perspectives stratégiques", 1996), Samy Cohen ne trouve pas de lien de cause à effet entre les pertes encourues et une diminution du soutien aux opérations humanitaires (Cette absence de corrélation est aussi la conclusion d'André Thiéblemont dans *L'opinion publique et les interventions militaires extérieures à travers les sondages d'opinion:1980-1995* (Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, octobre 1995). Cohen contraste ces résultats avec les conclusions d'une étude de Nathalie La Balme (*L'opinion publique et les interventions extérieures : enquête auprès d'un panel de leaders et relais d'opinion*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, octobre 1995) sur les leaders d'opinion. Cette étude montre que les leaders d'opinion sont généralement beaucoup plus sensibles au thème des pertes (et de leur répercussions éventuelles sur l'opinion publique).

Enfin, la troisième hypothèse postule l'importance cruciale du consensus bi-partisan (démocrate-républicain) sur l'état du soutien de l'opinion publique à une politique de défense ou une opération extérieure. Par exemple, dans *The Role of Elites in Shaping Public Opinion* (unpublished doctoral dissertation, University of California, Berkeley, 1984), John Zaller étudie les causes de l'effondrement du soutien de l'opinion publique américaine à la guerre du Vietnam. Il conclut que l'effritement rapide du consensus bi-partisan (dés 1965-1966) sur la stratégie américaine au Vietnam a eu un effet d'entraînement sur l'opinion de masse. Dans *Casualties and*

Consensus: The Historical Role of Casualties in Domestic Support to U.S. Military Operations (Santa Monica, CA, Rand Corporation, 1996), Eric V. Larson conclut que le soutien de l'opinion publique américaine ne dépend pas seulement des pertes humaines, mais dépend d'un ensemble complexe de facteurs qui balancent les moyens et les fins et qui est grandement influencée par la situation sur le terrain et l'attitude du leadership politique et militaire à Washington. En particulier, Eric Larson souligne l'importance vitale du consensus bi-partisan pour obtenir un soutien franc et massif de l'opinion publique.

F. LA REVOLUTION DE L'INFORMATION

L'avènement de l'âge de l'information a provoqué une série d'interrogations nouvelles : quelles sont les conséquences de cette explosion des moyens d'information sur la guerre et la sécurité nationale ? Les démocraties sont-elles désormais à la merci de systèmes internationaux opaques ? Ces nouvelles technologies offrent-elles de nouvelles opportunités et à quelles conditions ? Quelles réponses les armées doivent-elles apporter à cette révolution ? L'ouvrage de référence sur l'importance de la révolution informationnelle est Heidi et Alvin Toffler, *Guerre et anti-guerre* (Paris, Fayard, 1994)²⁷. A ce stade, il est intéressant de constater les similitudes entre les littératures française et américaine. Un premier point commun est l'idée que nos armées sont mal préparées pour gérer cette révolution. Il paraît acquis, à la lecture des articles récents, que les mentalités sont en retard, les moyens inadaptés, et la doctrine inexistante. Un second point commun réside dans les propositions faites pour faire face à ce défi technologique : se préparer à maîtriser le flux de l'information. Enfin, il faut ajouter que les littératures américaine et française se séparent sur un point : de nombreux articles français

²⁷ Certains auteurs, dont François Géré, recommandent fortement de lire l'ouvrage en anglais (langue originale), *War and Anti-War* (New York, Little Brown Company, 1993).

envisagent la révolution de l'information comme une menace de subversion. Au contraire, les auteurs américains envisagent plutôt cette révolution comme une arme supplémentaire au service de l'action militaire.

Dans la littérature française, on aura un compte-rendu détaillé et bien documenté de cette révolution et de ses implications pour la sécurité de l'état dans Jean Guisnel, *Guerre dans le cyberspace : Services secrets et internet* (Paris, La découverte, 1995)²⁸. Dans "Stratégie et Communication" (*Défense Nationale*, n° 8/9, août-septembre 1995, pp. 93-96), François Chauvancy postule que le contexte d'intervention militaire des démocraties est de plus en plus contraignant²⁹. Dans ce nouveau contexte, la communication s'impose comme un moyen d'action privilégié. Pour ce faire, la communication opérationnelle doit devenir offensive. Elle doit être au service d'une stratégie multiforme qui prend en compte: déception, ruse, action et guerre psychologique, intoxication, communication par les médias, contre-terrorisme, pacification, renseignement et diplomatie. Elle doit s'opérer à trois niveaux: stratégique (obtenir le soutien de la communauté internationale et des alliés), opérationnel (faire pression sur la volonté des adversaires), tactique (agir sur les belligérants, l'opinion et renforcer le moral des troupes)³⁰. Pierre Dabezies, "Guerre psychologique, guerre politique" (*Défense Nationale*, mai 1997, pp 46-56), s'appuyant sur des exemples anciens et récents (Vietnam, Somalie, le Golfe), s'intéresse aux conditions nécessaires au succès de l'arme psychologique. Accessoirement, Pierre Dabezies présente brièvement, mais clairement, les

²⁸ Edition de poche parue chez la découverte/poche en 1997.

²⁹ Les nouvelles contraintes sont les suivantes : l'affrontement direct et le recours à l'engagement des armées sont moins acceptés ; les médias sont devenus le moyen principal d'information de l'opinion publique et sont devenus les acteurs des crises internationales ; enfin "l'ennemi d'aujourd'hui peut être le client de demain et l'allié d'après-demain" (p84).

³⁰ On notera que l'idée de l'intégration des moyens d'information n'est pas nouvelle. Voir Allan A. Needell, "Truth Is Our Weapon: Project TROY, political warfare, and

différences entre les concepts américain et français d'action psychologique. On trouvera une description succincte des efforts français pour développer une stratégie d'information dans Félix Faucon, "Guerre de l'information ou opérations d'information ?", *Défense Nationale*, mars 1998, p. 65-77. Ces articles reflètent, à des degrés divers, les inquiétudes de leurs auteurs quant à l'utilisation hostile que des adversaires potentiels pourraient faire de ces nouvelles technologies. Ainsi, ils rappellent dans leurs articles l'importance de protéger la population nationale, les soldats et les alliés, contre les tentatives de subversion hostiles (voir par exemple, les articles de Chauvancy et de Faucon déjà cités). Ils s'intéressent aussi à la 'menace' que fait peser internet sur la confidentialité des informations (voir Lieutenant-Colonel Nicolas Géraud, "La confidentialité des informations : un enjeu majeur pour Internet", *La Tribune du CID*, n° 10, avril 1997, pp. 168-171 ; voir aussi l'ouvrage de Jean Guisnel, pré-cité).

Pour la situation américaine, on trouvera une description des conséquences de l'avènement de la révolution de l'information sur la stratégie et la guerre dans Gordon Sullivan and James Dubik, *War in the Information Age* (Carlisle Barracks, PA, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, June 1994) ; et dans Gordon Sullivan, Anthony Coroalles, *The Army in the Information Age* (Carlisle Barracks, PA, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, March 1995) ; lieutenant-colonel Kevin Kennedy, USAF, Col. Bruce Lawlor, USARNG, Capt Arne Nelson, USN, *Grand Strategy for Information Age National Security* (Maxwell, AL, Air University Press, August 1997) étudient les menaces que font peser la vulnérabilité des systèmes de communication et d'information sur la stratégie américaine et prêchent pour une révision de la stratégie appelée à prendre plus en compte le concept de guerre de l'information. Frank J. Stech, "Winning CNN Wars", *Parameters* (Autumn 1994, pp 37-56), Stech défend l'idée que les futures guerres ne pourront être gagnées que si les militaires apprennent à dominer le système d'information pour communiquer à l'opinion publique nationale, aux audiences

Government-Academic Relations in the National Security State", *Diplomatic History*, vol 17, n°3, summer 1993, pp 399-420.

alliées (voire neutres) et à l'opinion locale une vision articulée et claire des actions en cours. On trouvera aussi une excellente présentation des différents moyens de "la guerre de l'information" dans Martin C. Libicki, *What is Information Warfare?* (Washington, D.C., National Defense University Press, août 1995).

SOURCES A CONSIDERER

Pour faciliter les futures recherches sur le thème communication et défense, l'auteur répertorie ici un certain nombre de sources utiles. Ces sources sont classées en trois catégories : (1) les documents officiels, (2) les revues, éditeurs et auteurs qui se spécialisent dans ces questions et (3) les organisations qui s'intéressent à ce thème (a un titre ou à un autre).

A. LA DOCUMENTATION OFFICIELLE

La documentation officielle permet de déterminer les missions des bureaux d'information et de relations publiques et d'étudier les intentions des politiques d'information gouvernementales en matière de défense. Ce sont des documents importants pour étudier les motivations et intentions du législateur en la matière.

La documentation officielle française disponible est limitée parce que les textes sont sporadiques. Sont accessibles les documents législatifs et réglementaires relatifs à la création du SIRPA (1969) ainsi que l'histoire du SIRPA par Philippe Ratte. Ces textes permettent de déterminer avec précision la charte du SIRPA et ses moyens. Sont aussi accessibles la législation qui s'applique aux journalistes couvrant les opérations militaires françaises et la législation du devoir de réserve qui définit les conditions dans lesquelles les officiers français peuvent s'exprimer. En période opérationnelle, les directives de communication sont confidentielles. Mais les textes disponibles donnent peu d'information sur la philosophie qui prévaut au sein des équipes gouvernementales en ce qui concerne l'utilisation des médias. Cette philosophie apparaît plutôt dans les articles consacrés par *Armées d'Aujourd'hui*

aux questions de la communication de crise. En plus, on pourra trouver l'essentiel des textes officiels dans les trois ouvrages suivants :

Mérigeau Nathalie, *La refonte du statut des correspondants de guerre*, Rapport de stage, DESS de défense, Paris, Université de Paris II, Panthéon-Assas, 1993.

Ministère de la Défense, *Livre blanc sur la défense: 1994*, Paris, Union Générale d'éditeurs 10/18, 1994.

Ratte Philippe, *Armée et communication, une histoire du SIRPA*, Paris, ADDIM, 1989.

De la même façon, la documentation officielle britannique, accessible au public, est assez limitée en raison de la législation qui pèse sur les documents officiels. En vertu de la loi sur les secrets officiels (official secret act), toute divulgation non autorisée d'information officielle est passible de (lourdes) sanctions. On consultera notamment:

The Protection of Military Information, Report of the Study Group on Censorship, London, HMSO, 1983.

House of Commons Select Committee on Defence, *The Handling of Press and Public Information during the Falklands Conflict*, London, December 1982. Ce rapport parlementaire offre une critique sévère de la manière dont le Ministère de la défense a géré l'information pendant la guerre des Malouines.

A Brief Guide to Defence Public Relations, MOD OS 12, London, Ministry of Defence.

Official Secret Act, London, HMSO, 1991.

Aux Etats-Unis, en revanche, il existe une vaste documentation officielle, disponible à tout chercheur. La facilité d'accès tient à deux choses : d'une part, diverses branches du gouvernement ont été amenées à exercer leurs pouvoirs respectifs dans ce domaine. En particulier, la politique d'information est régulièrement présentée et discutée au Congrès. De plus, la justice a eu à traiter de plusieurs plaintes déposées par des organes de presse et, s'est donc prononcé à plusieurs reprises sur la question des limites à la liberté de la presse en situation de crise nationale. D'autre part, les pratiques administratives font que de nombreux documents ayant trait à la politique d'information du département de la défense sont dans le domaine public. On consultera avec profit:

(1) les auditions du Congrès (Sénat et chambre des Représentants)

U.S. House of Representatives, Committee on the Judiciary, *1984 Civil Liberties and the National Security State : Hearing before the Subcommittee on Courts, Civil Liberties and the Administration of Justice*, 98th Congress, 1st session, 2-3 novembre 1983, 24 janvier, 5 avril et 26 septembre 1984.

U.S. House of Representatives, Committee on Foreign Affairs, *The Impact of Television on U.S. Foreign Policy*, 103rd Congress, second session, 26 April 1994.

U.S. Senate Committee on Governmental Affairs, *Pentagon Rules on Media Access to the Persian Gulf War: Hearing before the Committee on Governmental Affairs*, 101st Congress, 1st session, 22 février 1991.

(2) les décisions de la justice fédérale

Flint v. Weinberger, 588 F. supp, 57-61 (DDC1984)

The Nation Magazine et al, v. U.S. Department of Defense (1991)

Agence France Presse et al, v. U.S. Department of Defense (1991)

J.B. Pictures Inc. et al, v. U.S. Department of Defense and Donald O. Rice Secretary of the Air Force (1991)

(3) la doctrine et les règlements en vigueur au département de la défense

U.S. Department of the Army, *Field Manual 33-1: Psychological Operations*, Washington DC, 1992.

_____, *Field Manual 46-1: Public Affairs*, Washington DC, 1996.

_____, *Field Manual 100-6: Information Operations*, Washington DC, 1997.

U.S. Department of Defense, *DoD National Media Pool Deployers' Information Packet*, Washington DC, octobre-décembre 1993.

_____ *Pentagon Adopts New Combat Coverage Principles*, news release, Washington DC, 21 mai 1992.

_____ *Statement of Principles*, Washington DC, décembre 1990.

(4) les enseignements et 'after-action reports' lorsqu'ils sont disponibles

Hoffman Fred, *Review of Panama Pool Deployment*, special report prepared at the request of the Department of Defense, Washington DC, mars 1990.

Sidle Winant, U.S. Army, MajGen, *CJCS Media-Military Relations Panel*, special report prepared at the request of the Chairman of the joint chiefs of staff, Washington DC, 1984.

U.S. Department of Defense, *Conduct of the Persian Gulf Conflict: An Interim Report to Congress*, Washington DC, juillet 1991.

B. REVUES AUTEURS ET EDITEURS SPECIALISES

De nombreuses revues consacrent régulièrement des articles de fond à la question de la communication des armées. Les chercheurs intéressés devraient consulter fréquemment plusieurs revues de relations internationales, de communication, et militaires. Les sources les plus fréquentes d'articles intéressants sont : *Médiaspouvoirs*, *American Journalism Review*, *Harvard International Journal of Press/Politics*, *Media Studies Journal*, *Armées d'Aujourd'hui*, *Military Review*, *Défense Nationale*, *Stratégique*, *Politique Etrangère*, *Relations Internationales et Stratégiques*, *Les Champs de Mars*, *Armed Forces and Society*, *Foreign Affairs*.

En Angleterre et aux Etats-Unis existent des sources ouvertes au public dans lesquelles les officiers de relations publiques écrivent régulièrement. Ces articles ne constituent pas une documentation officielle, car les officiers qui rédigent ces articles et mémoires écrivent en leur nom propre. Ils proposent néanmoins la vision des hommes de terrain sur les questions d'actualité. Aux Etats-Unis, de nombreux officiers en formation continue rédigent des mémoires portant sur la question des médias et de la communication des armées. Les références de ces études sont disponibles auprès du Defense Technical Information Center (<http://www.dtic.mil/stinet/>), mais elles ne sont pas accessibles aux chercheurs qui ne sont pas contractants du Département de la Défense. Il est cependant possible d'en demander copies (moyennant paiement) auprès des écoles militaires (et plus rarement civiles) où ces travaux ont été dirigés. Côté britannique, le pool de la communauté des ORP apparaît le plus clairement dans la revue *Despatches: The Journal of the Territorial Army Pool of Public Information Officers*. Cette revue est éditée par : Lawrie Philips, Chief of Media Operations, Permanent Joint Headquarters, Northwood, HA6 3HP. Ces revues (parues depuis 1992) ne sont pas distribuées en dehors de la communauté militaire britannique. C'est pourquoi il est suggéré de s'adresser directement au service ci-dessus pour en obtenir copies. En France, on peut se référer à la *Tribune du CID* qui publie trois ou quatre fois par an une collection d'essais rédigés par les étudiants. Des articles sur les relations entre les médias et les militaires apparaissent régulièrement.

Certains auteurs se consacrent régulièrement à ces questions. En France, Pierre Dabezies, Pierre Lacoste, François Géré, Renaud de la Brosse, Jean Cot écrivent régulièrement sur les problèmes que les sociétés surmédiatisées créent pour les institutions de défense. Au Royaume-Uni, Philip Taylor à l'université de Leeds et Stephen Bradsey de l'école de guerre (staff college à Camberley) sont aussi spécialistes de ces questions. Les deux auteurs conseillent les armées britanniques sur la question des relations avec les médias. Aux Etats-Unis, les spécialistes à

considérer sont : Martin Libicki de la National Defense University et Gordon Sullivan du Strategic Studies Institute (sur la révolution de l'information), William Hammond du Center for Military History et Peter Braestrup de la bibliothèque du Congrès (sur les relations armées-médias depuis la guerre du Vietnam), Frank Goldstein de l'université de l'air (sur l'action psychologique). Une consultation fréquente des éditeurs spécialisées (en particulier Brassey's) dans la littérature militaire permet de se maintenir au courant des dernières publications.

C. ORGANISATIONS

De nombreuses organisations s'intéressent à la question des interactions entre les médias et la politique de sécurité. Cette liste n'est pas exhaustive. Elle a pour but de fournir des premières pistes de recherche.

- Reporters Sans Frontières poursuit une réflexion sur l'utilisation des médias comme moyen de propagande (contact : 17 rue Abbé de l'épée, 34000 Montpellier, France).
- Le Centre pour les Etudes en Sciences Sociales de la Défense (C2SD) s'intéresse à la question du rôle des médias sur la politique de sécurité (contact: 24 rue de Presles, 75015 Paris).
- La Fondation pour les Etudes de Défense s'intéresse à l'action psychologique (contact : 27 rue Damesme, 75013 Paris -- internet: www.fed@hol.fr)
- Laboratoire communication et politique du CNRS poursuit une réflexion sur le rôle des médias dans le processus politique. Bien que la plupart des travaux ont trait à la politique intérieur, le centre de recherche s'est intéressé (notamment au moment de la guerre du Golfe) à la relation "guerre-information" (contact: 27 rue Damesme, 75013 Paris).
- Le Freedom Forum est une organisation basée à Rosslyn (Virginie) destinée à promouvoir la liberté de la presse. Dans le cadre de ses activités, elle organise

expositions , débats, conférences et sponsorise des recherches sur les médias et les armées (contact : <http://www.freedomforum.org>).

- En 1996, le Carnegie Endowment for Peace basé à Washington, a lancé une réflexion sur la prévention des conflits. Dans ce cadre, il s'est intéressé au rôle que les médias pourraient jouer (contact : <http://www.ceip.org>).
- La National Defense University (NDU) basée à Washington D.C., s'intéresse actuellement au rôle des médias et des nouvelles technologies de l'information sur l'environnement opérationnel (contact : <http://www.ndu.edu>).
- De même, le Strategic Studies Institute de l'Army War College publie régulièrement des monographies sur les interactions entre armée et médias et sur l'impact de la révolution informationnelle sur les opérations militaires (contact : <http://carlisle-www.army.mil>).
- Côté britannique, il est souhaitable de surveiller les publications du Strategic and Combat Studies Institute (contact : The editor, SCSI, Staff College, Camberley, Surrey, GU 15 4NP).

NOUVELLES ORIENTATIONS DE RECHERCHE

(1) Les interactions entre journalistes et responsables politiques et militaires n'ont pas encore fait l'objet d'études détaillées en France. Les études actuelles font le point sur l'état de la relation à partir de considérations idéologiques (les journalistes sont plus à gauche que les militaires), organisationnelles (les militaires sont organisés hiérarchiquement, les journalistes non), professionnelles (les journalistes ont besoin de publicité, les militaires de secret). Ces éléments ne donnent qu'un aperçu tronqué de la réalité. Dans leur travail quotidien, journalistes et militaires s'utilisent les uns les autres et dépendent les uns des autres pour atteindre leurs objectifs mutuels. Ce processus est encore largement négligé.

(2) La dimension comparative est inexistante. A l'heure actuelle, très peu de recherche ont été entreprises pour comparer systématiquement la communication des armées entre différents européens ou avec les Etats-Unis. Le Centre d'Etudes et de Recherches Sur l'Armée (CERSA) a, certes, organisé deux colloques sur le thème "Défense et Communication" en 1984 et 1989 . Mais ces études sont à la fois datées et limitées, car elles juxtaposent diverses expériences nationales sans faire de véritable comparaison. De plus, ces colloques n'ont pas fait l'objet de comptes-rendus. A l'heure de l'intégration militaire européenne et de l'élargissement de l'OTAN, il serait sans doute souhaitable de s'engager dans des études comparatives. L'analyse comparative pourrait s'appliquer à de nombreux aspects de la communication des armées : notamment les interactions entre journalistes et militaires, la liberté d'informer sur les questions de défense, rôle des médias dans la politique de sécurité.

(3) La question du soutien de l'opinion publique aux opérations extérieures devrait être approfondie. Elle est en effet centrale à la définition et la mise en oeuvre de notre politique de sécurité, puisque nos régimes démocratiques ne peuvent s'engager dans des opérations militaires sans l'appui (au moins tacite) de l'opinion publique. En particulier les conditions du soutien de l'opinion publique aux opérations extérieures devraient faire l'objet de nouvelles études.

(4) Le fonctionnement du SIRPA reste marginalement analysé, le plus souvent par des étudiants de DEA ou diplôme équivalent en cours de stage au SIRPA. Leur approche est essentiellement centrée sur la question des campagnes de relations publiques (recrutement ou revalorisation d'image). En revanche, le COPID (antenne du SIRPA responsable des relations avec la presse) n'a fait l'objet d'aucune étude notable. Il serait souhaitable d'élargir le champ de la connaissance aux autres fonctions du SIRPA.

(5) La dimension démocratique de la communication du SIRPA a fait l'objet de peu de travaux jusqu'à présent. En particulier, la question de savoir si le ministère de la défense a un devoir de rendre publiques les informations sur ses activités n'a pas soulevé l'intérêt de la communauté scientifique. De la même façon, la liberté d'information sur les questions de défense devrait être abordée, non plus sous l'angle statutaire (qui a fait l'objet de très nombreuses études et articles), mais sous un angle plus sociologique qui permettrait d'étudier les obstacles bureaucratiques à la liberté d'informer sur les questions de défense.

(6) Le rôle des médias dans le processus de formulation de la politique de sécurité en général, et sur les interventions extérieures en particulier, devrait faire l'objet d'études plus poussées.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ackerly William, *Analysis of the Pentagon's Press Pool Tests*, MA thesis (mémoire de maîtrise), University of Kansas, 1987.

Agence France Presse et al, v. U.S. Department of Defense (1991).

Arnett Peter, *Live from the Battlefield: From Vietnam to Baghdad, 35 Years in the World's War Zones*, New York, Touchstone Books, 1995.

Atkins JB, *Life of Sir William Howard Russell*, 2 volumes, 1911.

Aukofer Frank et William P. Lawrence, *America's Team: The Odd Couple: A Report on the Relationship Between the Media and the Military*, Nashville, TN, The Freedom Forum First Amendment Center at Vanderbilt University, 1995.

Baker James III, "Report First, Check Later", *The Harvard International Journal of Press/Politics*, Spring 1996, vol 1, n°2, pp 3-9.

la Balme Nathalie, *L'opinion publique et les interventions extérieures : enquête auprès d'un panel de leaders et relais d'opinion*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, octobre 1995.

Barakat Christine, *L'information en temps de crise*, Paris, FEDN, 1989.

Barrat Jacques, "Une libéralisation nécessaire", *Armées d'Aujourd'hui*, n° 203, septembre 1995.

_____, "Du monde des médias aux médias dans le monde", *Le Trimestre du Monde*, 3e trimestre 1992, pp 103-183.

Bauman Rony, *Les médias et l'humanitaire. Ethique de l'information ou charité-spectacle*, Paris, éditions du CFPLJ, 1996.

_____, *Devant le mal. Rwanda : un génocide en direct*, Paris, Arléa, 1994.

Bell Martin, *In Harm's Way: Reflections of a War-Wone Thug*, London, Penguin Books, 1996.

Bodin B. et O. Nguyen, *Singularité de l'institution communicante des armées*, maîtrise de science politique, Lyon III, 1990.

Boltanski Luc, *La souffrance à distance, morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métalié, 1993.

Bradsey Stephen, *Modern Military Operations and the Media*, Camberley, UK, Strategic Combat Studies Institute, 1996.

Braestrup Peter, *Battle Lines: Report fo the Twentieth Century Fund Task Force on the Military and the Media*, New York, NY, Priority Press Publications, 1985.

(A) *Brief Guide to Defence Public Relations*, MOD OS 12, London, Ministry of Defence.

Browne Malcom, *Muddy Boots and Red Socks: A War Reporter's Life*, New York, Times Books, Random House, 1993.

de la Brosse Renaud, "Voix de la guerre", dans Jean Cot, *Dernière guerre balkanique ? ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, Paris, l'Harmattan, 1996, pp 165-182.

Bullard Lauriston F., *Famous War Correspondents*, Boston, 1914.

Burbach David, *Presidential Approval and the Use of Force*, working paper, MIT Center for International Affairs, Defense and Arms Control Studies Program, mai 1994.

Caillou François et Olivier Couvreur, "L'action psychologique mené par l'armée française en Algérie: 1955-1956", *Les cahiers de Montpellier*, n° 34/2, 1996.

Cassell Paul G., "Operations: The Right of Access, Grenada, and Off-the-Record Wars", *Georgetown Law Journal*, vol 73, 1985, pp 931-973.

Cazes Jérôme, "L'opinion publique française et les questions internationales", *Politique Etrangère*, n°4, hiver 1989

Centre d'études Politiques et de la Défense, *Presse et Armées*, actes du colloque organisé par le Centre d'études politiques et de la défense, Paris 1, 1975.

Chaliand Gérard, *La persuasion de masse: Guerre psychologique, Guerre médiatique*, Paris, Robert Laffont, collection Agora, 1992.

Chandler Robert W., *War of Ideas: The U.S. Propaganda Campaign in Vietnam*, Boulder, CO, Westview Special Study, 1981.

Chasseret Fanny, *La politique de communication du ministère de la défense nationale*, mémoire, DEA de sciences administratives, Panthéon-Assas, Paris II, 1996.

Chauvancy François, chef de bataillon, *L'état, les médias et l'opinion publique en période de crise internationale*, mémoire de fin d'études, EHESIC, 1992.

_____, "Stratégie et Communication", *Défense Nationale*, n° 8/9, août-septembre 1995, pp 93-96.

Chavancy Pierre, lieutenant-colonel, "L'officier communication en opération", *Tribune du CID*, n° 9, janvier 1997.

Cohen Bernard, *The Press and Foreign Policy* Princeton, NJ, Princeton University Press, 1963.

Cohen Samy, *L'opinion, l'humanitaire et la guerre: Une perspective comparative*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, collection "perspectives stratégiques", 1996.

Cohen Samy (dir), Nathalie La Balme, et Patrick Bruneteau, *L'opinion publique et les interventions militaires extérieures à travers la presse*, Fondation pour les Etudes de Défense, octobre 1995

Collège Interarmées de Défense (CID), *L'officier face à l'expression*, Paris, C2SD, juillet 1996.

Collier Richard, *Fighting Words: The Correspondents of World War II*, New York, St Martin's Press, 1989.

"La communication en temps de crise", *Armées d'Aujourd'hui*, n° 216, décembre-janvier 1997.

"La communication et la crise", *Armées d'Aujourd'hui*, n° 113, septembre 1986.

Conversino Mark, maj, "Sawdust Superpowers: Perceptions of U.S. Casualty Tolerance in the Post-Gulf War Era", *Strategic Review*, Winter 1997, pp15-23.

Crowe William, *On the Front Line: From Washington to the Gulf, the Politics and Battles of the New Military* (New York, Simon and Schuster, 1993.

Dabezies Pierre, "Guerre psychologique, guerre politique", *Défense Nationale*, mai 1997, pp 46-56.

Department of the Army, *The Art and Science of Psychological Operations: Case Studies Of Military Application*, two volumes, pamphlet no 525-7-1, Washington, D.C., April 1976.

Desmond Robert, *Tides of War: World News Reporting 1931-1945*, Iowa City, University of Iowa Press, 1984.

Dupuis, lieutenant-colonel, "Droit ou devoir d'expression?", *Tribune*, n°6, février 1996, pp 97-101.

Durandin Guy, *L'information, la désinformation et la réalité*, Paris, PUF, 1993.

Eck Hélène (dir), *La guerre des ondes: Histoire des radios de langue française pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 1985.

Ellul Jacques, *Propagande*, Paris, Economica, 1990.

(L') enjeu de l'information, Paris, FEDN, 1990.

Emery Michael, *On the Front Lines: Following America's Foreign Correspondents Across the Twentieth Century*, Washington, D.C., The American University Press, 1995.

Faucon Félix, "Guerre de l'information ou opérations d'information ?", *Défense Nationale*, mars 1998, p. 65-77.

Favre Julien, "Opinion publique et relations internationales", *Défense Nationale*, décembre 1994, pp 63-70.

Ferro Marc, *L'information en uniforme*, Paris, Ramsay, 1991.

Fleury-Vilatte Béatrice, *Les médias et la guerre du Golfe*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992.

Flint v. Weinberger, 588 F. supp, 57-61 (DDC1984)

Fourneaux Rupert, *Russell, The First War Correspondent: William Howard Russell of the Times*, London, 1944.

Frémy Fabrice, *La formation des cadres des armées à la communication avec les médias*, thèse de troisième cycle, MS HEC communication, 1991.

Frenznick David A., "The First Amendment on the Battlefield: A Constitutional Analysis of Press Access to Military Operations in Grenada, Panama, and the Persian Gulf", *Pacific Law Journal*, vol 23, 1991, pp 315-359.

Garcin Thierry, "L'évènement international et les médias", *Défense Nationale*, octobre 1997, pp 67-75.

Géraud Nicolas, Lieutenant-Colonel, "La confidentialité des informations : un enjeu majeur pour Internet", *La Tribune du CID*, n° 10, avril 1997, pp. 168-171.

Géré François, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.

Ghebali Victor-Yves, "La CSCE et l'information à l'ère de l'après-guerre froide: le bilan du forum de Londres", *Le Trimestre du Monde*, 4e trimestre 1989, pp 77-89.

Goldstein Frank L., *Psychological Operations: Principles and Case Studies*, Maxwell Air Force, AL, Air University Press, 1996.

Gowing Nick, *Media Coverage: Help or Hinderance in Conflict Prevention*, Report to the Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict, Carnegie Corporation of New York, 1997.

Grapin Jacqueline, "Information et Défense", *Défense Nationale*, janvier 1983, pp 44-51.

Groupe d'Etudes Information et Défense, *L'enjeu de l'information*, Paris, FEDN, 1990.

Guisnel Jean, *Guerre dans le cyberspace : Services secrets et internet*, Paris, La découverte, 1995.

Hallin Daniel, *The uncensored war: The media and Vietnam*, Berkeley, University of California Press, 1989.

Hammond William, *The Military and the Media*, Washington, D.C., Center for Military History, deux volumes, 1988-1996.

_____, "The News Media and the Military from Valley Forge to Desert Storm", in *Encyclopedia of the American Military*, New York, Charles Scribner's Sons, 1992.

Hanever Thomas G., "Assault on Grenada and the Freedom of the Press", *Case Western Law Review*, vol 36, 1986, pp 483-517.

Hankinson Alan, *Man of Wars: William Howard Russell of the Times*, London, Heineman.

Hartung Gregory, lieutenant-commander, USN, *Now is Time to Plan for Media Pools*, Individual Study Project (mémoire de fin d'études), Naval War College, Newport, RI, 1989.

Herr Michael, *Putain de mort*, Paris, Albin Michel, 1980.

Hohenberg John, *Foreign Correspondence: The Great Reporters and Their Times*, Syracuse, NY, Syracuse University Press, deuxième édition, 1995.

Hoffmann, contrôleur général, "L'expression des militaires", *Défense Nationale*, novembre 1993, pp 27-43.

Hoffman Fred, *Review of Panama Pool Deployment*, special report prepared at the request of the Department of Defense, Washington DC, mars 1990.

_____, "L'expression des militaires : Un pari sur la confiance", *Revue de la Gendarmerie*, 1996.

Homonoff Howard, "The First Amendment and National Security: The Constitutionality of Press Censorship and Access Denial in Military Operations" (*Journal of International Law and Politics*, vol 17, Winter 1985, pp 369-405.

Hooper Alan, *The Military and the Media*, Gower publishing, Aldeshot, England, 1982

Inmhaus Patrick, "Les maladies infantiles de la télévision transnationale", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°4, hiver 1991, pp 155-163.

Jacobs Matthew J., "Assessing the Constitutionality of Press Restrictions in the Persian Gulf War", *Stanford Law Review*, vol 46, February 1992, pp 675-726.

Jakes John, *Great War Correspondents* (New York, NY, G.P. Putman's Sons, 1967.

Jakobsen Peter Viggo, "National Interest, Humanitarianism or CNN: What Triggers UN Peace Enforcement After the Cold War?", *Journal of Peace Research*, vol 33, n° 2, 1996, pp 205-215.

Hess Stephen, *The Government/Press Connection*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1984.

House of Commons Select Committee on Defence, *The Handling of Press and Public Information during the Falklands Conflict*, London, December 1982.

Isnard Jacques, "Journaliste de Défense", *Cols Bleus*, n° 1886, avril 1986, pp 4-7.

Kelleher Catherine M., "Security in the new world order: Presidents, polls, and the use of force", in Daniel Yankelovitch and I. M. Deslter (ed), *Beyond the Beltway: Engaging the public in U.S. foreign policy*, New York, W. W. Norton & Company, 1994.

Kellner Douglas, *The Persian Gulf TV War*, Boulder, CO, Westview Press, 1992.

Kennedy Kevin, lieutenant colonel, Bruce Lawlor, colonel, and Arne Nelson, captain, *Grand Strategy for Information Age National Security*, Maxwell, AL, Air University Press, August 1997.

Kennedy William, *The Military and the Media: Why the press cannot be trusted to cover a war*, Westport, CT, Praeger, 1993.

Knightley Philip, *Le correspondant de guerre de la guerre de Crimée au Vietnam : Héros ou propagandiste*, Paris, Flammarion, 1980.

Koppel Ted, "The Perils of Info-Democracy", *Managing Global Chaos: Sources of and Responses to International Conflict*, Washington, D.C., United States Institute for Peace, 1996.

Landford Gerald, *The Richard Harding Davis Years*, New York, 1961.

Larson Eric V., *Casualties and Consensus: The Historical Role of Casualties in Domestic Support to U.S. Military Operations*, Santa Monica, CA, Rand Corporation, 1996.

Lasswell Harold, *Propaganda Technique in the World War*, New York, NY, Alfred Knopf, 1927.

Leclerc Florence, *Les relations entre militaires et journalistes dans l'Espagne démocratique*, mémoire de DEA, université de Toulouse 1, 1990.

Leteinturier C., *Le guide des sources et ressources : communication et médias*, Paris, Eyrolles, 2e édition, 1991.

Libicki Martin C., *What is Information Warfare ?*, Washington, D.C., National Defense University Press, août 1995.

Lippman Walter, *Public Opinion*, New York, NY, The Free Press.

Livingston Steven et Todd Eachus, "Humanitarian Crises and U.S. Foreign Policy: Somalia and the CNN effect Reconsidered", *Political Communications*, vol 12, pp 413-429.

Loizos Peter, "Broadcasting for restraint: Crisis reduction initiatives through UN supported media initiatives", in Anthony McDermott (ed), *Ethnic Conflict and International Security, Peacekeeping and Multinational Operations*, n°2, June 1994, pp 89-103.

- Lloyd Mark, *The Art of Military Deception*, London, Leo Cooper, 1997.
- Luttwak Edward N., "Where are the Great Powers?", *Foreign Affairs*, July-August 1994, pp 23-28.
- MacArthur John, *Second Front: Censorship and Propaganda in the Gulf War*, New York, NY, Hill and Wang, 1992.
- McNulty Thomas J., "Television's Impact on Executive Decisionmaking and Diplomacy", *The Flechter Forum of World Affairs*, n°17, winter 1993, pp 81-82.
- de la Maisonneuve Eric, général, "Réflexion stratégique et liberté d'expression", *Défense Nationale*, juillet 1995, pp 47-55.
- to Genocide: The Media, Public Policy, and Humanitarian Crises, Maurin Jean-Louis, *Les militaires et l'organisation de leurs relations avec les médias en France: 1870-1987*, thèse de troisième cycle, science politique, Toulouse 1, 1992.
- Mass Peter, *Love Thy Neighbour: A Story of War*, New York, Alfred Knopf, 1996.
- Mégret Maurice, *L'action psychologique*, Paris, Fayard, 1959.
- _____, *La guerre psychologique*, Paris, Presses Universitaires de France, QSJ, 1956.
- Mérigeau Nathalie, *La refonte du statut des correspondants de guerre*, Rapport de stage, DESS de défense, Paris, Université de Paris II, Panthéon-Assas, 1993.
- Merlino Jacques, *Toutes les vérités yougoslaves ne sont pas bonnes à dire*, Paris, Albin Michel, 1993.
- Mermin Jonathan, "Television News and American Intervention in Somalia: The Myth of a Media-Driven Foreign Policy", *Political Science Quarterly*, vol 112, n°3, 1997.
- Miller Lee G., *The Story of Ernie Pyle*, New York, 1950.
- Ministère de la Défense, *Livre blanc sur la défense: 1994*, Paris, Union Générale d'éditeurs 10/18, 1994.
- Mueller John, *Policy and Opinion in the Gulf War*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.
- _____, *War, Presidents, and Public Opinion*, New York, John Willey, 1973.
- _____, "Trends in Popular Support for the Wars in Korea and Vietnam", *American Political Science Review*, June 1971, pp 358-375.

- (The) Nation Magazine et al, v. U.S. Department of Defense (1991)
- Needell Allan A., "Truth Is Our Weapon: Project TROY, political warfare, and Government-Academic Relations in the National Security State", *Diplomatic History*, vol 17, n°3, summer 1993, pp 399-420.
- Neuman Johanna, dans *Lights, Camera, War: Is Media Technology Driving International Politics?* New York, NY, St Martin's Press, 1996.
- Nicholas Sian, *The Echo of War: Home Front Propaganda and the Wartime BBC: 1939-1942*, Manchester, Manchester University Press, 1996.
- Official Secret Act, London, HMSO, 1991.
- O'Hefferman Patrick, *Mass Media and American Foreign Policy: Insider Perspective on Global Journalism and the Foreign Policy Process* (Norwood, N.J., Ablex, 1991).
- Packard Vance, *La persuasion clandestine*, Paris, Calman-Lévy, 1958.
- Paguiez Jean-Luc, *Problèmes d'information et de relations publiques en temps de crise, mémoire de premier cycle de l'EMS*, juin 1984.
- Pease Stephen E., *PSYWAR: Psychological Warfare in Korea: 1950-1953*, Harrisburg, PA, Stackpole Books, 1992.
- Pedrick Martyn, *In the Front Line*, London, Robson Books, 1983.
- Pendelty Mark, *War Stories: The Culture of Foreign Correspondents*, New York, NY, Routledge, 1995.
- Périès Gabriel, "L'appropriation rhétorique de l'ennemi dans le discours militaire français pendant la guerre froide", *Les Champs de Mars*, printemps-été 1997, n° 2.
- Perry William J., "The Pentagon and the Press", *The Harvard International Journal of Press/Politics*, Winter 1996, vol 1, n°1, pp 121-126
- Poirier Lucien, gen., *La crise des Fondements*, Paris, Economica, 1994.
- Pollock John C., *The Politics of Crisis Reporting: learning to be a Foreign Correspondent*, Westport, CT, Praeger, 1990.
- (La) presse en état de guerre , Montpellier, éditions Reporters Sans Frontières, 1991.
- (The) Protection of Military Information, Report of the Study Group on Censorship, London, HMSO, 1983.

Ratte Philippe, Armée et communication, une histoire du SIRPA, Paris, ADDIM, 1989.

Reilly John E., "Internationalisme pragmatique : L'opinion américaine au milieu de la décennie 90", Politique Etrangère, été 1995 ;

_____, "L'opinion publique américaine et la politique étrangère", Politique Etrangère, n°1, printemps 1987

Reporters Sans Frontières, Les médias de la haine, Montpellier, éditions RSF, 1995.

Rifkind Michael, "UN Peacekeeping — Past lessons and Future Prospects", discours prononcé à l'université d'Edimborough, 10 mars 1995.

Roeder Jr. George, *The Censored War: American Visual Experience During World War Two*, New Haven, CT, Yale University Press, 1993.

de Roquefeuille Antoine, "Communiquer, plus qu'une mode, une nécessité", Tribune du CID n° 10, avril 1997, pp. 227-229.

Rotweig et Weiss, *From Massacres Washington, DC*, The Brookings Institution, 1996.

Royle Trevor, *War Report: The War Correspondent's View of Battle from Crimea to the Falklands*, London, Mainstream publishing.

RUSI, *Defence and the mass media*, conférence organisée le 13 octobre 1970.

Sanguinetti Antoine, *Le devoir de parler*, Paris, Fernand Nathan, 1981.

Scowcroft Brent, gen., *Reflections on the Role of the Media*, Institute for the Study of Diplomacy, Occasional paper, Edmund A. Walsh School of Foreign Service, Georgetown University, Washington, D.C., avril 1987.

(Le)Secret et l'Etat , Les cahiers de la fondation, n° 12, 1998.

Seitz Don C., *The James Gordon Bennetts, Father and Son*, Indianapolis, 1928.

Sémelin Jacques, *La victoire au bout des ondes : Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Paris, Belfond, 1997.

Sénéchal Geneviève, *Reprise des essais nucléaires français en 1995: Une communication de crise à l'échelle planétaire ?* mémoire de fin d'études, DESS en techniques de l'information et de la communication, mention communication d'entreprise, CELSA, 1996.

Servan-Schreiber Jean-Jacques, "Les enjeux internationaux de l'information", *Le Trimestre du Monde*, 1er trimestre 1989, pp 9-16.

Sharkey Jacqueline, *Under Fire: U.S. Military Restrictions on the Media from Grenada to the Persian Gulf War* (Washington, D.C., The center for public integrity, 1991).

Sheehan Neil, *L'innocence perdue : Un américain au Vietnam*, Paris, Seuil, 1990.

Side Winant, U.S. Army, MajGen, *CJCS Media-Military Relations Panel*, special report prepared at the request of the Chairman of the joint chiefs of staff, Washington DC, 1984.

Siegel Pascale Combelles et Adam Siegel, "Opérations militaires et relations armées-médias : un essai de typologie", *Les Champs de Mars*, printemps-été 1997, pp 63-82.

Siegel Pascale Combelles, *The Troubled Path to the Pentagon's Rules on Media Access to the Battlefield*, Carlisle Barracks, PA, U.S. Army Strategic Studies Institute, 1996.

Sigal Leon V., *Reporters and Officials: The Organization and Politics of Newsmaking*, Washington, D.C., Heath and Company, 1973.

Simon Bob, *Forty Days*, New York, Putman's Sons, 1992.

Stech Frank J., "Winning CNN Wars", *Parameters*, Autumn 1994, pp 37-56.

Strobel Warren, *Late-Breaking Foreign Policy: The News Media's Influence on Peace Operations*, Washington, D.C., United States Institute for Peace, 1997.

Sullivan Gordon and James Dubik, *War in the Information Age*, Carlisle Barracks, PA, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, June 1994.

Sullivan Gordon and Anthony Coroalles, *The Army in the Information Age*, Carlisle Barracks, PA, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, March 1995.

Sweeney James B., *A Combat Reporter's Report*, New York, NY, Franklin Watts, 1980.

Taylor Philip, *Munitions of the mind: War propaganda from the ancient world to the nuclear age*, Wellingborough, Patrick Stephens, 1990.

_____, *War and the Media: propaganda and persuasion in the Gulf War*, Manchester, Manchester University Press, 1992.

Tchiakotine Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992.

Terry James P., Col., USMC (ret), "Press Access to Combatant Operations in the Post-Peacekeeping Era", *Military Law Review*, vol 154, October 1997, pp1-26.

Thiéblemont André, *L'opinion publique et les internationales militaires extérieures à travers les sondages d'opinion:1980-1995*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, octobre 1995.

Thompson Mark, "Forging War: The Media in Serbia, Croatia, and Bosnia-Herzegovina" (*Article 19*, International Center Against Censorship, 1994.

Toffler Heidi et Alvin, *Guerre et anti-guerre*, Paris, Fayard, 1994.
Trinquier Roger, *La guerre moderne*, Paris, La Table Ronde, 1961.

_____, *Guerre, Subversion, Révolution*, Paris, La Table Ronde, 1963.

Trotta Liz, *Fighting for Air: In The Trenches with Television News*, New York, Simon and Schuster, 1991.

Tudesq André-Jean (dir), *Les médias : Acteurs de la vie internationale*, Rennes, Editions Apogée, 1997.

U.S. Department of the Army, Field Manual 33-1: Psychological Operations, Washington DC

_____, Field Manuel 46-1: Public Affairs, Washington DC, 1996.

_____, Field Manual 100-6: Information Opertations, Washington DC, 1997.

U.S. Department of Defense, Conduct of the Persian Gulf Conflict: An Interim Report to Congress, Washington DC, juillet 1991.

_____, DoD National Media Pool Deployers' Information Packet, Washington DC, octobre-décembre 1993.

_____, Pentagon Adopts New Combat Coverage Principles, news release, Washington DC, 21 mai 1992.

_____, Statement of Principles, Washington DC, décembre 1990.

U.S. House of Representatives, Committee on the Judiciary, 1984 Civil Liberties and the National Security State : Hearing before the Subcommittee on Courts, Civil

Liberties and the Administration of Justice, 98th Congress, 1st session, 2-3 novembre 1983, 24 janvier, 5 avril et 26 septembre 1984.

U.S. House of Representatives, Committee on Foreign Affairs, The Impact of Television on U.S. Foreign Policy, 103rd Congress, second session, 26 April 1994.

U.S. Senate Committee on Governmental Affairs, Pentagon Rules on Media Access to the Persian Gulf War: Hearing before the Committee on Governmental Affairs, 101st Congress, 1st session, 22 février 1991.

Vitaloux Paul, "De la guerre psychologique à la guerre de l'information", Les Champs de Mars, n° 3, premier semestre 1998, pp. 107-130.

_____, L'Armée française et la guerre psychologique en Indochine (1945-1955) : conception et organisation, mémoire de DEA, Paris, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 1997.

Wiener Robert, Live from Baghdad: Gathering News at Ground Zero, New York, Doubleday, 1992.

Winkler A., Politics of Propoganda: The Office of War Information, 1942-1945, New Haven, CT, Yale University Press.

Wolton Dominique, War Game : L'information et la guerre, Paris, Flammarion, 1991.

Woodrow Alain, Les médias : quatrième pouvoir ou cinquième colonne, Paris, éditions du Félin, 1996.

_____, Information-Manipulation, Paris, Editions du Félin, 1991.

Wyatt Clarence R., Paper Soldiers: The American Press and the Vietnam War, Chicago, IL, The University of Chicago Press, 1993.

Yankelovitch Daniel and I. M. Deslter (ed), Beyond the Beltway: Engaging the public in U.S. foreign policy, New York, W. W. Norton & Company, 1994.

Zaller John, The Role of Elites in Shaping Public Opinion, unpublished doctoral dissertation, University of California, Berkeley, 1984.

TABLE DES MATIERES

L'ETAT DE LA LITTERATURE.....	9
<i>A. Les relations armées-défense</i>	<i>11</i>
<i>B. Liberté d'informer et devoir de réserve.....</i>	<i>17</i>
1. La liberté du journaliste d'informer sur les questions de défense.	18
2. La liberté de communiquer sur les questions de défense.	19
3. Le droit d'accès des reporters aux théâtres d'opérations.....	21
<i>C. La communication comme instrument de défense</i>	<i>24</i>
1. La propagande	25
2. La communication des armées françaises :	29
3. La guerre psychologique :	33
<i>D. Le correspondant de guerre : croisé des temps modernes</i>	<i>36</i>
1. L'effet CNN: l'impact des médias sur la politique de sécurité.....	41
2. Les médias inhibent-ils l'action gouvernementale ?	42
3. L'effet CNN : Les médias conduisent-ils la politique de sécurité ?	46
4. Les médias et la subversion de l'intérêt national	48
5. Les médias et le nouveau désordre mondial.....	49
<i>E. L'opinion publique, les médias et la politique de sécurité</i>	<i>53</i>
<i>F. La révolution de l'information</i>	<i>56</i>
SOURCES A CONSIDERER	60
<i>A. La documentation officielle</i>	<i>60</i>
<i>B. Revues auteurs et éditeurs spécialisés.....</i>	<i>63</i>
<i>C. Organisations.....</i>	<i>65</i>
NOUVELLES ORIENTATIONS DE RECHERCHE	68
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	70
TABLE DES MATIERES.....	83